PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME

Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 21 janvier 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant **l'icône** **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Tempête Goretti

- Tempête Goretti à Fécamp. Une dizaine de jours après, « plusieurs centaines de milliers d'euros » de frais (Paris Normandie)
- Tempête Goretti à Étretat : la ville attend la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle (Paris Normandie)

Terminal méthanier

- Le terminal méthanier flottant de TotalEnergies quitte le port du Havre de nuit en toute discrétion (France 3)

Économie et vie des entreprises

- Luc Chavany prend la présidence de la CPME Normandie (Normandinamik)
- Drones militaires : Renault confirme s'engager dans la filière, le site normand de Cléon pourrait produire les moteurs (France 3)
- L'Armée choisit Renault pour un contrat d'un milliard : une aubaine pour le site Ampère à Cléon ? (Paris Normandie)
- Des discussions en cours pour que l'usine Renault de Cléon construise des drones militaires (France Bleu)
- Inédit : les Anglais ont calculé les retombées économiques de la ligne Dieppe-Newhaven chez eux ! (PAris Normandie)
- Chez les Anglais, « les prémices d'un réveil » par rapport à la ligne transmanche Dieppe-Newhaven (Paris Normandie)

Collectivités locales et équipements publics

- Notre-Dame-de-Gravenchon. Un microtunnelier à l'œuvre : une prouesse technique pour éviter la panne (Courrier Cauchois)
- Le combat gagnant de Saint-Hellier, dix ans après avoir failli perdre son école (France Bleu)
- Près d'Elbeuf : 16 ans après avoir été annoncé, ce nouveau quartier résidentiel va voir le jour (76 actu)
- Tempête Goretti : la caserne des pompiers de Montville aura du retard à l'ouverture (Paris Normandie)
- Le nouveau parc Auguste-Badin de Barentin décroche une distinction nationale : la Marianne d'or (Paris Normandie)
- Montville : la com'com déménage mais reste dans le bourg (Paris Normandie)
- Avec le buzz, le loup vert de Pavilly vit sa meilleure vie (Paris Normandie)

Sécurité

- Bolbec. Une voiture manque de tomber du pont, aucun train ne circule entre Le Havre et Yvetot (Courrier Cauchois)
- Faux artisans, démarcheurs, cambrioleurs... Comment la gendarmerie se mobilise pour aider les seniors à déjouer les arnaques (France 3)

- Un vaste trafic de drogue dans une tour d'habitation de Fécamp : 11 personnes interpellées et 17 000 euros saisis (France 3)

Politique

- Seine-Maritime. Utilisation du 49.3 par Sébastien Lecornu : "Il faut sortir de l'impasse", réagit Marie-Agnès Poussier-Winsback (Courrier Cauchois)
- « Les salariés ont été méprisés » : au Sénat, Céline Brulin revient sur la fermeture d'Arlanxeo (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Mickaël Baron défie le maire sortant et ses 30 ans de mandat à Sandouville (Courrier Cauchois)
- Sainneville. Denis Merville, maire de Sainneville depuis 1977, va briguer un neuvième mandat (Courrier Cauchois)
- Caudebec-en-Caux. Bastien Coriton : "Je n'ai pas perdu la flamme du début" (Courrier Cauchois)
- « Nous pensons que les travailleurs doivent diriger » : Lutte Ouvrière brigue la mairie de Dieppe (76 actu)
- Christophe Bouillon candidat à Barentin : « Ce serait dommage de briser l'élan » (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : à Mont-Saint-Aignan, François Vion annonce sa candidature (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Octeville-sur-Mer, François Marette veut retrouver « l'esprit village » (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Cléon, Mélanie Delacour mènera la liste issue de la majorité sortante (Paris Normandie)

Industrie

- Près du Havre. "Impressionnant", "assourdissant" : le bruit entendu dimanche soir provenait de la raffinerie TotalEnergies (Tendanc Ouest)
- D'où provient le bruit fort qui a réveillé des habitants autour de la zone industrielle du Havre ? (France Bleu)

Éducation

- « C'est ici que ça fuit ? ». Un vice-président de la Région en visite au lycée hôtelier de Canteleu (Paris Normandie)

Agriculture

- Julie Olivier, 20 ans, membre des Jeunes Agriculteurs engagée contre le Mercosur : « On veut un avenir ! » (Paris Normandie)
- Avec les agriculteurs de Normandie à Strasbourg : tracteurs à perte de vue et 6 000 personnes dans la rue (Paris Normandie)

Acteurs publics

- Les métropoles, fers de lance de la transition écologique territoriale
- La gouvernance et les carrières des attachés d'administration de l'État en passe d'être rénovées

paris-normandie.fr

Tempête Goretti à Fécamp. Une dizaine de jours après, « plusieurs centaines de milliers d'euros » de frais

Suzelle Gaube

6–7 minutes

Après avoir provoqué de nombreux dégâts sur la côte dans la nuit du 8 au 9 janvier 2026, le passage de la tempête Goretti à Fécamp laisse encore des traces une dizaine de jours plus tard. Alors que le nettoyage du front de mer se termine, l'heure est à l'évaluation des dégâts et du coût de réparation engendré.

Publié: 20 Janvier 2026 à 18h09 Temps de lecture: 2 min

Plusieurs communes de la côte normande ont subi les conséquences du passage de la tempête Goretti dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier 2026. Une dizaine de jours plus tard, comment Fécamp, dont le front de mer a été particulièrement touché, se relève-t-il de cet événement météorologique qui a vu les vents souffler jusqu'à 157km/h ?

« Tous les axes sont bien rouverts »

Grâce à la mobilisation d'une quarantaine d'agents de la Ville, en plus de la réserve communale de sécurité civile, le boulevard Albert-I^{er}, qui longe le front de mer, a été déblayé en quelques jours, précise le maire de Fécamp, David Roussel. *« Tous les axes sont bien rouverts, depuis mercredi dernier* (14 janvier 2026, NDLR) *: aussi bien la promenade pour les piétons que les axes routiers. Maintenant, on se concentre sur les détails : le nettoyage par du travail manuel, les engins ayant fait le plus gros. Par exemple chaussée Levasseur : elle est accessible, mais elle n'est pas encore totalement nettoyée. »*

« Un bel esprit de résilience. »

Il y a eu *« un bel esprit de résilience, renforcé par les équipes des communes de Saint-Léonard, Yport et Senneville-sur-Fécamp dont les maires m'ont proposé leur aide, que j'ai acceptée »*, précise David Roussel. L'Esat de Fécamp, ainsi que des entreprises du territoire se sont aussi mobilisés spontanément. La plage elle-même a également été nettoyée, le dimanche qui a suivi la tempête : l'association Surfrider a eu cette initiative qui a rassemblé de nombreux volontaires.

La cabane des sauveteurs en mer a été détruite par la tempête Goretti, dans la nuit du 8 au 9 janvier 2026 à Fécamp. - Photo Boris Maslard/Paris Normandie

« On est encore en phase d'évaluation. »

David Roussel, Maire de Fécamp

La phase de nettoyage de la promenade passée, la Ville de Fécamp se penchera sur les réparations envisagées du matériel. À savoir les agrès sportifs et les jeux dont un a été cassé, et un autre a été endommagé. *« Nous sommes encore en phase d'évaluation notamment pour savoir si on peut le réparer ou pas, pour projeter de le refaire à l'identique ou pas »*, précise le maire. Propriétés de la Ville, la cabane abritant les sauveteurs l'été a aussi été cassée et celle du Point plage, endommagée : *« Soit on en refait une, soit on louera un modulaire qui sera enlevé à chaque saison »*. Les blocs de granit, qui longent la promenade et dont un bon nombre a été déplacé, devront être rescellés, mais pas maintenant. La Ville attend que la mauvaise saison passe.

L'un des trois jeux pour enfants situé sur la plage de Fécamp a été complètement détruit, lors de la tempête Goretti, dans la nuit du 8 au 9 janvier 2026. Un autre a été endommagé. - Photo Boris Maslard/Paris Normandie

« Ça va vite être prégnant dans la préparation budgétaire »

« Nous sommes aussi en train d'évaluer le coût. Ça va vite être prégnant dans la préparation budgétaire que nous sommes en train de faire sur l'exercice 2026. (…) Une réunion technique se tiendra la semaine prochaine, avec nos équipes technicienne et financière. » Ce qui est sûr, c'est que le coût de réparation *« dépassera plusieurs centaines de milliers d'euros »*, reste prudent David Roussel.

Côté bâtiments communaux, il y a juste eu *« quelques reprises de toitures à faire sur deux écoles, à Germaine-Coty et Jean-Lorrain. Et celle de l'hôtel de ville »*.

Lire aussi

Fécamp. Héroïne, cocaïne, cannabis : un important trafic de stupéfiants stoppé

Face à la pénurie de médecins, une solution trouvée près de Fécamp pour les seniors de l'Ehpad et les autres

Municipales 2026. Un candidat renonce à se présenter à Fécamp, par manque de colistiers

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Le Havre Sainte-Adresse (Seine-Maritime) Étretat (Seine-Maritime) Fécamp

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Fécamp

paris-normandie.fr

Tempête Goretti à Étretat : la ville attend la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Karine LEROY

5–6 minutes

Une semaine après le passage de la tempête Goretti à Étretat, dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier 2026, plusieurs sinistrés attendaient encore le passage des experts, alors qu'une demande d'état de catastrophe naturelle a été déposée par la Ville.

Le casino en première ligne a subi les plus importants dégâts. - Karine Leroy/Paris Normandie

Publié: 20 Janvier 2026 à 14h19 Temps de lecture: 1 min
Les galets ont retrouvé la plage. Sous l'impact de la tempête Goretti, ils avaient été balayés dans les rues d'Étretat provoquant des dégâts plus ou moins importants. Les plus spectaculaires sont concentrés sur le front de mer et rue Alphonse-Karr.

Consultez l'actualité en vidéo

Une quinzaine de commerces ont été impactés à différents degrés selon Sandrine Cressent de l'Union commerciale d'Étretat. Avec les

membres du bureau, elle était auprès de ses confrères dès le passage de la tempête pour constater les dégâts et venir en aide aux sinistrés. *« Nous attendons le passage des experts, c'est un peu long mais ça suit son cours. Tout a été nettoyé. »* La Ville, qui avait ouvert une cellule psychologique, a également déposé un dossier pour demander l'état de catastrophe naturelle. Une requête qui ne dispense pas les sinistrés de leur déclaration de sinistre auprès des assurances.

Le casino le plus touché

Pour la majorité des sinistrés, seul un bon nettoyage a suffi pour leur permettre de reprendre rapidement leurs activités. Quelques caves ont été inondées mais l'eau a été pompée et la nature des sols, en terre battue, a facilité l'absorption de l'eau.

Le casino a été particulièrement endommagé à tel point que le président du groupe JOA, Laurent Lassiaz, contacté au lendemain de la tempête par Paris Normandie, n'envisageait pas de réouverture *« avant plusieurs semaines. »* L'établissement, en première ligne face à la mer, a subi l'assaut d'une vague plus violente que les autres, en pleine nuit. La terrasse, la vitrine ont été détruites. À l'intérieur, le mobilier a été renversé.

Prêt pour les vacances !

Plusieurs restaurants, dont le Perrey, derrière le casino, ont subi également des dégâts. Idem pour Côté mer et L'Aiguille creuse, détaille Sandrine Cressent. Les menuisiers étaient encore au travail en début de semaine pour remplacer les huisseries balayées par la tempête. *« Tout le monde sera prêt pour les prochaines vacances »*, projette Sandrine Cressent. À l'exception, donc, du casino. *« Tout le monde s'est remonté les manches. Il y a une grosse solidarité entre commerçants. Ça, c'est quand même très important. On fait attention les uns aux autres. »* Rappelons qu'Étretat compte environ quatre-vingts commerces.

« On ne triomphe pas de la nature. On s'adapte. Cette humilité fondatrice, c'est l'âme même d'Étretat. La mer, à Étretat, n'est jamais un simple décor, « Goretti » vous l'a rappelé hier », a commenté le maire André Baillard lors de ses vœux prononcés samedi 17 janvier, une semaine après le passage de la tempête.

Lire aussi

Archives inédites de Raymond Queneau : leur retour au Havre après 50 ans en Belgique

Répression en Iran. Réfugié au Havre, ce journaliste témoigne :

france3-regions.franceinfo.fr

L'IMAGE. Le terminal méthanier flottant de TotalEnergies quitte le port du Havre de nuit en toute discrétion

Écrit par Marc Michel-Dherissart

~3 minutes

Le terminal méthanier Cape Ann vient de quitter le port du Havre, mercredi 21 janvier 2026, aux environs de quatre heures du matin. Contesté pour des raisons environnementales, le tribunal administratif de Rouen avait récemment annulé l'autorisation d'installation de cette usine flottante.

L’actu des régions

Chaque jour, un tour d’horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L’actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

Amarré depuis octobre 2023 dans le port du Havre (Seine-Maritime) pour sécuriser l'approvisionnement en gaz dans le contexte de la crise ukrainienne, le Cape Ann vient de quitter la côte normande.

Le navire usine n'avait plus reçu de livraison de gaz depuis août 2024.

Le Cape Ann a quitté le port du Havre à 4h21 ce mercredi 21 janvier. Il fait route actuellement vers le port de Terneuzen aux Pays Bas.

Il devrait arriver à destination dans la nuit du 22 janvier. Le départ, discret, de ce navire usine long de 280 mètres marque le dernier épisode d'une histoire commencée en août 2022.

C'est dans le contexte de la guerre en Ukraine, des sanctions prises contre la Russie et pour diversifier les sources d'approvisionnement que ce bateau méthanier est arrivé en Normandie.

À l’origine, ce bateau usine était prévu pour devenir le cinquième terminal d'importation GNL de France.

Dès l'annonce de l'implantation du Cape Ann, des opposants se font entendre.

Un terminal méthanier flottant n'est pas soumis aux mêmes règles de sécurité qu'un terminal fixe.

Ce terminal devait, à l'origine, recevoir du gaz américain, du gaz de schiste dont l'impact écologique est contesté.

Le terminal flottant Cape Ann n'a réellement fonctionné que pendant un peu moins d'un an entre son installation en octobre 2023 et août 2024. Le bateau usine n'a traité que 13% de sa capacité.

Un projet contesté, un contexte où la consommation de gaz a diminué, l'avenir du terminal flottant est alors remis en question.

Le tribunal administratif de Rouen a condamné l'exploitant, TotalEnergies, à démanteler cet équipement.

normandinamik.cci.fr

Luc Chavany prend la présidence de la CPME Normandie - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

4–5 minutes

Luc Chavany (2ème à gauche) entouré, de gauche à droite, Vincent Lauda, président de CCI Normandie ; Makita Shimokawa, ambassadeur du Japon en France ; Sophie Sidos, présidente nationale des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ; Luc Lesénécal, président Saint James & Nicolas Comby, président des Conseillers Normands du Commerce Extérieur de la France, lors du gala annuel du Club Dynamic Export, le 08/10/25

Forte de plus de 1 000 entreprises adhérentes, la CPME Normandie vient de porter à sa tête Luc Chavany, dirigeant industriel normand et engagé de longue date aux côtés des TPE-PME. Une présidence au cours de laquelle il entend renforcer le rôle de l'organisation patronale dans un contexte économique en profonde mutation.

Luc Chavany vient de succéder à André Festou, président sortant élu en mars 2025, qu'il a tenu à saluer pour le travail mené au service des entreprises normandes au cours de l'année écoulée.

Une présidence dans un environnement sous tension

Transitions économiques, complexité administrative croissante, tensions de trésorerie, difficultés de recrutement, instabilité

internationale ou encore virage numérique : les dirigeants de TPE-PME normands évoluent dans un environnement incertain et exigeant. C'est dans ce contexte que le nouveau président prend ses fonctions, avec une ambition affichée : faire de la CPME Normandie une organisation utile, visible et influente, capable d'apporter des solutions concrètes et opérationnelles aux chefs d'entreprise, au plus près de leurs réalités.

Dirigeant de LC Consulting, Luc Chavany a également exercé des responsabilités au sein des réseaux économiques, notamment en tant que vice-président de la CCI Caen Normandie et président du Club Dynamic Export. Une expérience qui l'a conduit à accompagner de nombreuses PME dans leurs stratégies de développement et d'exportation, et qui nourrit aujourd'hui sa vision d'une CPME tournée vers l'action collective.

Une méthode orientée résultats

Son mandat s'inscrit dans la continuité des actions engagées, avec la volonté de renforcer le travail en réseau et de transformer les décisions en résultats mesurables. La méthode Chavany reposera sur une présence accrue sur le terrain, une parole assumée dans les médias ainsi qu'une écoute active des chefs d'entreprise.

Structuration et nouvelles actions pour la CPME Normandie

Forte de son ancrage territorial et de ses plus de 1 000 adhérents, la CPME Normandie entend engager une dynamique de structuration et d'innovation. Parmi les chantiers annoncés : la création de comités d'élus référents, le développement de nouveaux services et le déploiement d'actions concrètes en faveur de l'accompagnement et de la transformation des PME.

Dès janvier 2026, Luc Chavany ira à la rencontre des chefs d'entreprise, en lien avec les CPME départementales, afin d'identifier rapidement les priorités et de lancer des actions adaptées aux réalités locales.

« Je reçois cette responsabilité avec simplicité, mais aussi avec une conscience très claire des défis auxquels nos entreprises font face. La CPME doit être un point d'appui solide, un lieu d'écoute, de décisions et d'actions utiles », s'est félicité le nouveau président.

france3-regions.franceinfo.fr

Drones militaires : Renault confirme s'engager dans la filière, le site normand de Cléon pourrait produire les moteurs

Écrit par Sylvie Callier

6–8 minutes

Les futurs drones tactiques des armées françaises seront fabriqués avec des procédés de l'industrie automobile. Le constructeur Renault a confirmé ce 19 janvier qu'il se lance dans ce projet avec le groupe français Turgis Gaillard. Le site Renault Ampère de Cléon en Seine-Maritime pourrait fabriquer les moteurs selon le journal "l'Usine Nouvelle".

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

C'est une information "exclusive" publiée le 19 janvier par le journal "L'Usine Nouvelle" qui a, d'après nos sources, "*pris de court*" le constructeur automobile Renault. Nos confrères de la presse économique annoncent ***"un contrat potentiel d'un milliard d'euros : Renault va fabriquer des drones militaires dans ses usines du Mans et de Cléon"*** **(L'Usine Nouvelle, article de Thibaud Chéreau).**

La nouvelle de la participation de la marque au losange dans le projet de drone a en partie été confirmée à l'Agence France Presse, le soir du 19 janvier. La dépêche indique :*"Renault a confirmé lundi soir à l'AFP que "la démarche se concrétisait" pour créer une filière française de fabrication de drones militaires, "avec un projet en partenariat avec Turgis Gaillard". (*Turgis Gaillard est un groupe français spécialisé dans l'aéronautique et la Défense).

Sur la fabrication annoncée par "L'Usine Nouvelle" dans les usines

du Mans et de Cléon, le groupe Renault que nous avons sollicité a répondu ce 20 janvier :

> Nous ne pouvons confirmer les sites RG (NDLR : Renault Group) mentionnés dans les médias au regard de l'avancée du projet et pour respecter le process de consultation des instances représentatives du personnel.
>
> *Direction de la communication de Renault Group, 20 janvier 2026*

De source syndicale, on apprenait ce 20 janvier qu'un CSE extraordinaire s'est tenu ce mardi matin à l'usine du Mans pour présenter le projet industriel de production du châssis du futur drone militaire français.

Un telle réunion n'a pas encore eu lieu ,ni été annoncée, sur le site Renault Ampère de Cléon en Seine-Maritime.

A Cléon en Seine-Maritime, la manufacture Renault Ampère emploie 3100 personnes. Elle est spécialisée dans les moteurs et va accueillir au second semestre 2026 l'académie de formation d'électronique de puissance. • © S. Callier/France Télévisions

Le projet de drone pour les armées françaises a pour nom de code "Chorus". D'après "L'Usine Nouvelle", c'est une *"munition téléopérée à longue portée".* Le marché s'élèverait à un milliard d'euros sur 10 ans. La guerre en Ukraine a montré l'importance de ces aéronefs qui doivent être produits en masse.

Le groupe français Turgis Gaillard a déjà conçu un drone de combat nommé Aarok. Un premier vol d'essai a eu lieu en septembre 2025 à Blois en présence de la Direction générale de l'Armement. Ce drone peut collecter et relayer des informations comme une *"bulle de connectivité" e*t projeter de l'armement de longue portée.

L'"Usine Nouvelle" explique que le constructeur Renault *"l'a reconçu [le drone] grâce à une équipe d'une trentaine de personnes en appliquant les recettes automobiles pour réduire les coûts et l'optimiser".*

Le groupe Renault explique qu'il *"dispose en effet d'un savoir-faire recherché : concevoir, industrialiser et produire en grande série des objets hautement technologiques, tout en maîtrisant la qualité, les coûts et les délais."*

Le prototype du drone Aarok de Turgis Gaillard a fait son premier vol en septembre 2025. Renault travaille avec le groupe français et la DGA pour élaborer le drone offensif et de renseignement des armées françaises • © Groupe Turgis Gaillard

A la manufacture Renault Ampère de Cléon qui emploie 3 100 personnes et fabrique des moteurs, des boîtes de vitesses et des

pièces de fonderie, les premiers à réagir sont les représentants de la CGT.

Les projets entre Renault et le ministère de la Défense sont dans l'air depuis juin 2025. Le constructeur avait reconnu avoir été contacté par le ministère des Armées pour un projet de fabrication de drones militaires. Le ministre des Armées, devenu Premier ministre, Sébastien Lecornu, avait lancé un appel aux industriels en 2024 pour s'engager dans le nouveau pacte des drones aériens de Défense.

L'image de la manufacture de Cléon est surtout liée aux moteurs électriques. Elle fabrique par exemple ceux de la nouvelle berline d'Alpine.

Les représentants de la CGT n'ont pas encore d'informations sur le projet éventuel de fabrication de moteurs de drones militaires à Cléon. Ils rappellent que, par principe, ils s'opposent à fabriquer de l'armement.

VIDEO - Interview de Pascal le Manach, délégué syndical CGT manufacture Renault Cléon par F. Lafond et E. Lombaert

durée de la vidéo : 00h00mn39s

Les drones tactiques des armées françaises seront fabriqués dès 2026 avec des procédés de l'industrie automobile. Le constructeur Renault confirme qu'il se lance dans ce projet avec le groupe français Turgis Gaillard. Le site renault Ampère de Cléon en Seine-Maritime pourrait fabriquer ses moteurs selon l'Usine Nouvelle". • ©F. Lafond/ E. Lombaert/ France Télévisions

D'après "L'Usine Nouvelle", la production des premiers drones commencerait durant le premier semestre 2026, pour une dizaine d'aéronefs, qui serviront à la validation de la direction générale de l'Armement.

Le nouveau président de Renault présentera le plan stratégique du groupe en mars 2026. On saura quelle place est donnée aux projets liés à la Défense nationale.

paris-normandie.fr

L’Armée choisit Renault pour un contrat d’un milliard : une aubaine pour le site Ampère à Cléon ?

Anthony QUINDROIT

5–7 minutes

Le magazine spécialisé L’Usine nouvelle évoque le lancement prochain de la production de drones militaires dans laquelle le groupe Renault est partie prenante. Le site Ampère à Cléon semble tenir la corde pour accueillir une partie de cette nouvelle activité.

Selon le magazine spécialisé « L’Usine nouvelle », le site de Renault doit participer à la production du drone militaire. Le groupe Renault ne confirme ni n’infirme l’information pour l’instant. - archives Paris Normandie / BORIS MASLARD

Publié: 20 Janvier 2026 à 17h16 Temps de lecture: 2 min

C’est une information de nos confrères de *L’Usine Nouvelle* que le siège Renault Group confirme auprès de *Paris Normandi*e : le ministère des Armées projette de lancer le programme Chorus, nom de code d’un drone militaire multi-usages.

Consultez l’actualité en vidéo

« Sollicité par le ministère français des Armées, Renault Group a été invité à mettre son expertise au service du développement

d'une filière française de drones, nous indique la marque au Losange. *Renault Group dispose en effet d'un savoir-faire recherché : concevoir, industrialiser et produire en grande série des objets hautement technologiques, tout en maîtrisant la qualité, les coûts et les délais. Aujourd'hui, la démarche se concrétise dans le domaine des drones avec un projet, en partenariat avec Turgis Gaillard, et sous l'égide de la DGA. »*

« Une telle activité viendrait donner de nouveaux signes de pérennisation du site »

La DGA, Direction générale de l'armement, veut en effet disposer d'*« une munition téléopérée à longue portée »* et projette un investissement d'un milliard d'euros sur dix ans pour y parvenir. Au cœur du sujet : la souveraineté dans le domaine de l'armement.

L'article du magazine spécialisé évoque également deux sites industriels devant être partie prenante du projet : l'usine Renault du Mans (Sarthe) et le site Renault Ampère à Cléon. Sur ce point, le groupe français reste évasif : *« Nous ne pouvons confirmer les sites Renault Group mentionnés dans les médias. »* Selon une source proche du dossier, le site industriel cléonnais serait toutefois bien dans *« la short list »*.

« Au détriment de son éthique »

Une aubaine pour ce site industriel ? Thierry Coquin, délégué Force ouvrière sur le site de Cléon, veut y croire : *« On espère évidemment que cela va nous concerner. Une telle activité viendrait donner de nouveaux signes de pérennisation du site pour de longues années* [le marché évoqué serait sur dix ans, NDLR] *et aurait sans doute un effet bénéfique pour l'emploi. »*

« Des consultations avec les représentants du personnel des sites français vont avoir lieu », conclut le groupe. Aucune date n'est communiquée pour l'officialisation des affectations aux sites de production. *« On espère en savoir plus dans les prochaines semaines »*, confirme Thierry Coquin.

L'hypothèse irrite en revanche le syndicat CGT : *« Nous réaffirmons notre opposition au développement et à la fabrication de tout moyen industriel susceptible d'être utilisé, directement ou indirectement, à des fins militaires. Si Renault devait se diversifier, cela ne saurait se faire au détriment de son éthique ni au prix d'une implication dans des logiques guerrières. »* Le syndicat réclame également la mise en place de *« garanties* (…) *afin que les salariés refusant de travailler à la production de matériels à usage militaires puissent être réorientés vers d'autres projets ou activités du groupe. »*

francebleu.fr

Des discussions en cours pour que l'usine Renault de Cléon construise des drones militaires - ICI

5–6 minutes

L'usine Renault de Cléon © Radio France - Isabelle Raymond

Diffusé le mercredi 21 janvier 2026 à 6:31

Publié le mercredi 21 janvier 2026 à 6:31

Comme au Mans, des drones militaires vont-ils être construits à l'usine Renault de Cléon ? Si l'entreprise ne confirme rien, la CGT alerte sur cette information.

Le groupe Renault va construire des drones militaires. Une information du magazine *l'Usine nouvelle*, confirmée à votre radio ICI par la direction du groupe Renault, évoquant l'usine située au Mans (Sarthe). Mais, de sources, syndicales, il y a des discussions pour que l'usine de Cléon (Seine-Maritime) soit aussi concernée.

Pour l'usine mancelle, c'est une certitude : une partie des lignes de production seront consacrées à la fabrication de drones, **une dizaine** d'abord à partir de juin prochain, pour des tests, en attendant une augmentation de la production. Pour l'instant, on ignore comment l'usine va s'adapter, ni combien de salariés seront mobilisés. Les drones seront ensuite confiés à l'entreprise Turgis Gaillard.

On sait que le site Renault de Cléon est aussi cité pour produire ces drones. Selon la CGT, le site pourra fabriquer les **moteurs**. Le ministère des Armées avait annoncé il y a un an, début 2025, l'objectif de fabriquer *"plusieurs milliers de drones militaires en quelques mois"*.

"C'est insupportable"

Pour l'instant la direction de Renault Cléon n'a donc pas confirmé que son site de la Seine-Maritime serait aussi concerné, mais cette possibilité hérisse le poil de Pascal Le Manach, délégué syndical CGT du site, qui y travaille depuis trente ans : *"Produire des drones militaires, c'est **produire des engins meurtriers***, réagit-il au micro

ICI Normandie. *On les verra tuer des femmes, des enfants, des hommes. Pour nous, c'est hors de question. On apprend par la presse que le gouvernement leur donnerait un milliard d'euros,* ***cela plait aux actionnaires****, mais pour nous, c'est insupportable."* Il rappelle également que Renault a déjà produit des armes lors la Première et de la Deuxième guerre mondiale

Dans un communiqué, la CGT indique que *"le cœur de métier de Renault, en tant que constructeur automobile, demeure avant tout la conception et la production de véhicules répondant aux besoins des populations. Nous demandons que des garanties soient apportées afin que les salariés refusant de travailler à la production de matériels à usage militaire puissent être* ***réorientés vers d'autres projets*** *ou activités du groupe, sans préjudice pour leur emploi, leur carrière ou leurs conditions de travail"*.

La direction de Renault n'a pas donné suite ce mardi 20 janvier à notre sollicitation, mais le groupe a produit un document interne à destination de ses salariés, dans lequel il est indiqué que Renault *"ne sera responsable que de la* ***fabrication de la structure*** *du drone"*, tout en précisant que *"le marché mondial du drone militaire connaît une* ***croissance rapide****"*.

- Cléon
- ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Passer la section

Sur le même thème

Passer la section

- Le groupe lillois, Norlin, lance ce mercredi 10 décembre la ligne de production de la toute nouvelle usine de transformation de lin à Malleville-sur-le-Bec dans l'Eure, entre Brionne et Grand-

paris-normandie.fr

Inédit : les Anglais ont calculé les retombées économiques de la ligne Dieppe-Newhaven chez eux !

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

6–8 minutes

On sait que la ligne Dieppe-Newhaven représente près de 100 M€ annuels de retombées financières en Normandie. Côté British, la « Newhaven Enterprise Zone » vient de faire le calcul pour la 1re fois. On connaît donc désormais le chiffre d'impact de la ligne… de part et d'autre du Channel !

Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 21 Janvier 2026 à 07h12 Temps de lecture: 2 min

Une grande première : les Anglais viennent de réaliser une étude, présentée ce mercredi 21 janvier à Newhaven, démontrant – c'est totalement inédit – l'impact financier de la ligne transmanche sur le comté de l'East Sussex. Un chiffre particulièrement intéressant de ce côté-ci de la Manche, où le Département (via le Syndicat mixte de promotion de l'activité transmanche, SMPAT) met largement la main à la poche pour maintenir ce lien et a même acheté les infrastructures du port de Newhaven…

Pourquoi une telle étude maintenant ?

Comment les Anglais ont-ils décidé de répondre à cette question « Combien nous rapporte la ligne Dieppe-Newhaven » ? Graham Precey, Britannique natif de Newhaven installé à Dieppe et dirigeant d'une entreprise œuvrant entre Sussex et Normandie, est très engagé dans le lien transmanche. L'entrepreneur a *« organisé deux réunions d'acteurs économiques l'an dernier à Newhaven,*

pour comprendre la ligne en parlant de l'organisation des bateaux, le fret et les passagers, les opportunités de travailler ensemble » : de quoi donner envie aux autorités britanniques de creuser le sujet.

« Le directeur général de la Newhaven Enterprise Zone m'a demandé mon avis : je lui ai indiqué que la pièce du puzzle manquante, c'était l'impact du ferry sur Newhaven. » Une étude a alors été lancée. *« C'est une étape très importante. La collectivité de l'East Sussex a une institution qui ressemble à nos zones d'activités françaises, qui collectent les taxes et utilisent cette manne dans la localité. C'est la première fois qu'ils se penchent sur le transmanche : jusqu'alors, les études d'impact existaient en France mais pas en Angleterre. C'est très important pour les deux gouvernements de part et d'autre de la Manche. »*

Quel résultat ?

Ainsi, la ligne représente annuellement plus de 42 M£ (48,5 M€) de bénéfice, et soutient 655 équivalents temps-plein. En face, *« l'étude de 2019 réalisée pour le SMPAT avait révélé qu'il y avait 82,5 M€ d'impact économique pour la Normandie »*, précise Graham Precey. *« Cette ligne, ce n'est pas juste un bateau (temporaire) : c'est un pont (permanent), à même d'intéresser des investisseurs à long terme. Car l'étude a permis de déterminer la valeur du pont… et le risque couru à ne pas le soutenir. La valeur de ce pont entre France et Angleterre, c'est donc environ 130 M€ chaque année d'échanges commerciaux et retombées touristiques : c'est un chiffre de base de nature à décider la France et l'Angleterre à travailler ensemble. »*

Que faire de ce résultat ?

Il y a beaucoup à faire. *« Le ferry est à 40 % de sa capacité en termes de passagers : le but est d'augmenter ces taux (…). Il faut inciter les citoyens et les entreprises à utiliser la liaison maritime à leur porte ! Dieppe-Newhaven, c'est de l'économie réelle ! »* Graham Precey est confiant : *« Après le Brexit et le Covid, Dieppe-Newhaven a été la ligne qui a le plus vite retrouvé ses résultats originels. Preuve que c'est un bon investissement de la part du Département de Seine-Maritime ! »* Sur le volet touristique, *« le nouveau bureau de tourisme anglais « Experience Sussex » a créé un package pour les touristes français. En France, maintenant, avec la nouvelle navette qui relie le terminal au centre-ville, c'est fluide. Mais en 1841, on pouvait acheter un billet pour faire Londres-Paris en train et bateau : pourquoi cela ne serait-il pas possible maintenant ? »* L'étude suggère de mieux promouvoir la ville de Newhaven, de proposer des petits séjours et d'améliorer les

équipements pour les camping-caristes.

Le businessman passionné, qui a *« fait 65 traversées en 2025 »* et croit depuis longtemps en des voyages décarbonés, pense aussi à *« des objectifs de développement durable économique, environnemental et social »*. Avec la décarbonation des ferries, mais aussi de meilleures conditions d'accueil des routiers et des passagers. Sur les échanges commerciaux, l'étude avance la nécessaire publicité de la ligne, un service de courtage sur mesure pour l'exportation…

Enthousiaste et volontaire, Graham Precey, qui a l'avantage de connaître et de pratiquer l'état d'esprit entrepreneurial anglais et français, est impatient de voir comment les autorités de part et d'autre du Channel s'empareront des perspectives. *« On a fêté les 200 ans de la ligne transmanche. Mais que prévoit-on pour les 200 prochaines années ? Let's go ! »*

Lire aussi

Guillaume Malaurie, fils de l'explorateur et ethnologue dieppois, analyse la situation au Groenland

Football – N2 : le FC Dieppe sanctionné suite à son match à Orléans

Municipales 2026. Une partie de la majorité sortante s'émancipe à Criel-sur-Mer

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Dieppe

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Dieppe

paris-normandie.fr

Chez les Anglais, « les prémices d'un réveil » par rapport à la ligne transmanche Dieppe-Newhaven

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

5–7 minutes

Alain Bazille, vice-président du Département chargé des Transports et président du Syndicat mixte de promotion de l'activité transmanche, se réjouit que ses homologues britanniques se penchent sur les répercussions économiques de la ligne sur la région d'East Sussex.

Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 20 Janvier 2026 à 18h28 Temps de lecture: 2 min

Quelle étape vient d'être franchie avec cette étude britannique sur l'impact économique du transmanche de l'autre côté de la Manche ?

Alain Bazille : « Je me réjouis que les Anglais prennent enfin conscience de l'apport extrêmement important de la ligne Dieppe-Newhaven pour leur région de l'East Sussex. J'ai eu connaissance de l'étude menée car nous avons été sollicités par nos partenaires britanniques, par exemple pour la distribution de questionnaires à bord des ferries et dans les terminaux. Nous serons associés à la présentation des résultats : je pars ce mardi soir à 17 h pour Newhaven. »

Près de 50 M€ de retombées financières Outre-Manche : comment interprétez-vous ces chiffres ?

« C'est un peu moins que chez nous, c'est normal. L'enjeu pour eux est d'être attractif pour faire venir les Français. Mais ces

chiffres vont sensibiliser les Britanniques à l'intérêt de la ligne, d'autant qu'aujourd'hui ils n'y apportent aucun financement. Ce sont le Département (à hauteur de 25 M€ par an environ, ce qui est extrêmement conséquent eu égard à la situation financière des collectivités) et ses associés qui le prennent en charge. Déjà, l'exposition des 200 ans a été un élément favorable pour le développement de la relation entre les Britanniques et nous : un groupe de travail s'est mis en place avec les responsables touristiques outre-Manche et on a compté à Newhaven 3 600 visiteurs à l'expo en trois semaines. Ce qui illustre l'attachement des Anglais à ce lien : ils représentent 80 % des utilisateurs de la ligne. »

Quels sont les derniers chiffres comparables du côté français/normand ?

« Cela fait un moment que nous menons des études : depuis la fin des années 2010. Il s'avère que la ligne est un apport considérable pour le territoire dieppois et au-delà pour toute la Seine-Maritime et la Normandie. Cela représente un peu moins de 100 M€ par an et, sur les chiffres de fréquentation 2025, 345 125 passagers touristes (et 11 370 vélos), 135 363 véhicules de tourisme, et 25 543 unités fret. Des chiffres en légère baisse par rapport à 2024 qui était une année de record d'exploitation, mais 2025 reste supérieure à l'année de référence pré-Covid, 2019. »

De quels espoirs et projet cela augure-t-il ?

« Les défis sont importants : la fin de la 3e délégation de service public avec l'électrification des quais, des bateaux plus verts… On doit travailler le fret qui nous laisse un petit regret, mais qui est en baisse sur toutes les lignes transmanche avec la situation économique pas florissante de la Grande-Bretagne depuis le Brexit. Newhaven n'est pas loin de l'aéroport de Gatwick, ni de Londres : avec l'étude présentée par les Anglais, cela mettra en lumière des opportunités, notamment avec le changement d'organisation territoriale en Angleterre, qui pourra ouvrir des portes. Jusque-là leur approche était très libérale et l'État ne se mêlait pas des affaires des entreprises. C'est aussi ce que montre l'étude : les prémices d'un réveil. Or, une fréquentation plus importante, ça réduirait la contribution du service public… »

Lire aussi

Guillaume Malaurie, fils de l'explorateur et ethnologue dieppois, analyse la situation au Groenland

Football – N2 : le FC Dieppe sanctionné suite à son match à Orléans

lecourriercauchois.fr

Notre-Dame-de-Gravenchon. Un microtunnelier à l'œuvre : une prouesse technique pour éviter la panne

Cédric Thomire

3–4 minutes

Un engin impressionnant s'apprête à entrer en action dans le sous-sol de Notre-Dame-de-Gravenchon. Un microtunnelier, présenté lundi 19 janvier, va forer sous la route départementale D281 et la rivière, sur une longueur de 160 mètres, pour permettre le passage d'une nouvelle conduite d'eau, dans un contexte de pression croissante sur la ressource. Démarré en septembre 2025, le projet consiste à doubler la conduite existante reliant l'usine d'eau industrielle de Norville - qui traite l'eau pompée dans la Seine - aux deux bassins de stockage situés sur les hauteurs, rue Maryse-Bastié. Objectif : garantir la continuité du service, même en cas de défaillance sur l'un des ouvrages.

Un service vital pour l'économie

L'eau industrielle alimente les entreprises pour leurs besoins de process. Elle joue également un rôle essentiel comme eau d'extinction en cas d'incendie. "*C'est un service vital pour les activités économiques du territoire, mais aussi pour la sécurité des sites industriels. Bientôt, en cas de défaillance sur une conduite, l'alimentation pourra être maintenue*", a souligné Gilles Amat, vice-président de Caux Seine agglo en charge des réseaux. "*Le groupe Saur avait repéré plusieurs points de vulnérabilité sur l'ancienne conduite. L'agglomération a été extrêmement réactive pour traiter ce risque*", explique Estelle Grelier, présidente de SAUR France.

Une conduite en acier de 1 200 mm de diamètre sur 1,9 km

Confié au groupe NGE, le chantier, d'un montant de 8 millions d'euros, mobilise des moyens conséquents. Une conduite en acier de 1 200 mm de diamètre sera posée sur 1,9 km, à une profondeur maximale de 13 mètres. Durée de travaux : environ 9 mois. "*Un*

sacré défi de précision et d'organisation", dit Louis Decotignie, directeur opérationnel NGE Normandie Centre-Val de Loire. Le recours au microtunnelier permet de limiter les impacts en surface et d'éviter les réseaux existants.

"Un sujet qui nous préoccupe"

Au-delà de la prouesse technique, le projet s'inscrit dans une réflexion plus large : "*La consommation et la préservation de la ressource en eau sont un sujet qui nous préoccupe*", déclare Virginie Lutrot, présidente de Caux Seine agglo, évoquant les effets du changement climatique. L'enjeu : concilier les besoins de l'industrie, de l'agriculture et des usages domestiques. Une étude lancée en 2019 vise à déterminer les volumes d'eau qu'il est possible de prélever durablement. "*Il est nécessaire de savoir ce que recèle le sous-sol pour ensuite travailler ensemble sur les usages de l'eau*", indique l'élue. Les résultats sont attendus mi-2026.

L'usine d'eau industrielle, exploitée par la SAUR, alimente 35 clients industriels. Elle peut produire jusqu'à 10 000 m³ par heure, soit environ 30 millions de m³ par an, à partir d'eau prélevée dans la Seine, permettant de limiter les prélèvements dans les nappes souterraines.

francebleu.fr

Le combat gagnant de Saint-Hellier, dix ans après avoir failli perdre son école - ICI

6–7 minutes

Dix ans après avoir failli fermer, l'école de Saint-Hellier accueille deux classes de quatre niveaux. © Radio France - Emmanuel Grabey

Diffusé le mercredi 21 janvier 2026 à 7:31

Publié le mercredi 21 janvier 2026 à 7:31

En 2016, l'école de Saint-Hellier, dans le pays de Bray, a failli fermer. Dix ans plus tard, ICI Normandie revient sur le combat gagnant du maire et des habitants, à l'occasion du dévoilement des résultats du volet éducation de la consultation Ma commune, mon maire et moi, ce mercredi 21 janvier.

"Quelle école demain pour nos enfants ?" : c'est le titre du nouveau volet de la consultation Ma commune, mon maire et moi, menée par ICI avec l'institut Odoxa, à l'approche des élections municipales du mois de mars 2026. ICI Normandie vous en dévoile les résultats ce mercredi 21 janvier. Dans de nombreux villages de l'Eure et de la Seine-Maritime, c'est le maintien de l'école communale qui est le principal combat des élus. Dans le pays de Bray, Saint-Hellier, village d'un peu plus de 500 habitants près de Saint-Saëns, a bien failli perdre son école il y a 10 ans.

Six victoires devant le tribunal admnistratif

"Le but de l'éducation nationale, c'était, à un moment, de regrouper toutes les écoles rurales en un lieu près du collège", se désole Alain Lucas, maire de Saint-Hellier depuis 2001, en lice pour un cinquième mandat. *"Sans école, c'est la mort du village. On voit bien les exemples à côté... Dans un village, il n'y a plus d'école : il est devenu le hameau d'un autre."*

Alors quand **en 2016**, l'administration a décidé de supprimer le poste d'enseignant attribué à l'école de Saint-Hellier, signant ainsi la fin de l'école, Alain Lucas et ses administrés se sont mobilisés

pour la garder. *"J'ai saisi un avocat"*, raconte l'élu, *"et la commune de Saint-Hellier a gagné six fois au tribunal administratif. J'en suis désolé, parce qu'il vaut mieux se concerter entre l'éducation nationale et les communes plutôt que d'aller jusqu'au tribunal administratif. Mais on a gagné six fois, en référé et sur le fond. J'ai saisi le ministre de l'éducation nationale, le président de la République, les sénateurs, les députés, pour effectivement garder mon école."*

Saint-Hellier, dynamique démographiquement

En 2019, une deuxième classe a ouvert à Saint-Hellier, d'abord provisoirement, puis **de manière définitive à la rentrée de septembre 2020**. En 2021 et 2022, l'école est même passée tout près d'obtenir une troisième classe. *"On a manifesté en bas, devant la troisième classe qui pouvait accueillir les enfants",* se remémore Amandine, maman de deux enfants passés par l'école du village. *"On l'a fait pour l'école du village !"*

L'école est essentielle pour la vie du village : depuis 2017, **Saint-Hellier a gagné plus de 60 habitants**, soit une dynamique de +13%, quand la France est à +2% et la Seine-Maritime à peine au dessus de 0%. *"Le fait qu'il y ait une école dans le village a joué à 200% dans notre projet d'installation"*, affirme Maïté, qui a quitté la région parisienne il y a quelques années avec son fils Gaspard pour revenir vivre en Normandie. *"S'il n'y a pas eu d'école, on n'aurait jamais acheté la maison ! Il arrive à l'école, il est détendu, on ne court pas pour le déposer, on sait qu'il y a la garderie."*

90 enfants de moins de dix ans dans le village

Aujourd'hui, **l'école compte 39 élèves, répartis en deux classes de quatre niveaux**. Et si certains parents rechignent à inscrire leurs enfants dans une classe multi-niveaux, d'autres adorent ce système typique des écoles rurales. *"Je pense qu'il y a beaucoup d'avantages pour les enfants",* témoigne Anne, maman d'une élève de l'école, *"car ils entendent ce qui se passe pour les niveaux supérieurs. Et là je viens d'entendre ma fille me dire 'On doit s'occuper des petits', et je trouve ça génial : elle apprend la responsabilité, on les voit jouer tous ensemble alors qu'ils ne sont pas du tout dans les mêmes niveaux... On a l'impression d'une grande fratrie."*

Le maire a fait les comptes : il y a **près de 90 enfants de moins de dix ans dans son village**. De quoi assurer la pérennité de l'école et même envisager l'ouverture d'une troisième classe dans une partie du bâtiment tout juste rénové et toute pimpante pour l'accueillir.

actu.fr

Près d’Elbeuf : 16 ans après avoir été annoncé, ce nouveau quartier résidentiel va voir le jour

4–5 minutes

En fin d’année 2025, la municipalité de Caudebec-lès-Elbeuf a dévoilé son projet pour le quartier de la Cavée Est, 16 ans après sa première présentation au public. Explications.

Sur le même thème

- Logement
- Logements sociaux

Article réservé aux abonnés

Le nouveau quartier de la Cavée Est, à Caudebec-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), refait surface 16 ans après. ©Visuel transmis par la ville de Caudebec

Par Emilien Jacques Publié le 20 janv. 2026 à 22h16

C’est un projet de très **longue date** qui a refait surface. Celui du quartier de la **Cavée Est**, à Caudebec-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), annoncé en grande pompe il y a 16 ans, avant d’être annulé quelques années plus tard. Depuis **repensé**, il a de nouveau été **présenté** aux habitants lors d’une réunion publique en décembre dernier. Une satisfaction pour la ville désireuse de combler un réel

manque sur la commune selon l'adjointe Soraya Elmaoui : « on a énormément de demandes de maisons ».

Un projet avorté, puis remodelé

« On ne peut pas comprendre ce projet si on ne connaît pas son origine », avertit le maire de Caudebec, Laurent Bonnaterre. Remontons alors le fil. En 2010, sous le mandat de l'ancien maire, Noël Caru, un projet d'**éco quartier** avait été amorcé sur la zone de 28 hectares à proximité de la Mare aux bœufs et prévoyait la construction d'environ 1 400 logements.

Un projet ne correspondant pas aux besoins des habitants, selon Laurent Bonnaterre, qui avait alors décidé de son **interruption** au début de son premier mandat, en 2014.

> Il y avait 14 % de logements inoccupés à Caudebec et le maire voulait en créer 1 400 de plus, c'était un projet démesuré.

Les ambitions avaient donc été revues à la baisse et, depuis deux ans, un projet retravaillé prend forme, ramenant la superficie de ce quartier de la Cavée Est à 2,5 hectares, pour **94 logements**. Un nouveau modèle présenté aux habitants en fin d'année 2025, annonçant son lancement officiel.

Logements sociaux et pavillons

Sur ce nouveau quartier, un collectif de **33 logements sociaux** sera érigé sur trois niveaux, proposé à la location par Le Foyer stéphanais. Ce bailleur mettra également en location **30 maisons jumelées** par deux ou trois et 18 autres seront à vendre sur plan, c'est-à-dire avant leur construction, par le promoteur Cogedim. Enfin, **13 terrains à bâtir** seront mis à disposition par Terres à maisons.

Les pavillons seront à louer entre 700 et 850 euros, les maisons à vendre autour de 220 000 euros et les terrains entre 50 000 et 60 000 euros, détaille Soraya Elmaoui adjointe au maire en charge de la Stratégie urbaine.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

S'incrire

L'élue ajoute que « la **végétalisation** sera omniprésente sur ce projet », les paysagistes ayant pris le parti de « créer du visuel aux couleurs **naturelles** », afin de rester en accord avec les espaces cultivés à proximité et la **forêt** un peu plus loin.

« Un vrai besoin »

À en croire les élus caudebecais, la réunion publique présentant ce nouveau quartier de la Cavée Est a été une franche réussite, le projet correspondant aux **attentes**. « On a énormément de demandes de maisons », observe Soraya Elmaoui. Un phénomène expliqué par le « peu de pavillons à Caudebec », selon le maire, Laurent Bonnaterre, qui constate « un vrai besoin » et « un vrai **engouement** pour ce quartier ».

Un quartier qui devrait attirer principalement de **jeunes familles** pouvant être séduites par la proximité des logements avec l'école Saint-Exupéry ou encore le collège Jean-Yves-Cousteau. Le démarrage des travaux de ce nouveau quartier s'effectuera dès le **premier trimestre 2026** et s'étendra jusqu'à la fin d'année 2028.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

Tempête Goretti : la caserne des pompiers de Montville aura du retard à l'ouverture

Paris Normandie

4–5 minutes

La tempête Goretti a laissé des traces à Montville, au nord de Rouen. Le toit de la future caserne de pompiers, en cours de construction sur la friche Legrand, s'est envolé.

Publié: 21 Janvier 2026 à 06h00 Temps de lecture: 1 min
Le nouveau centre d'incendie et de secours devant accueillir les sapeurs-pompiers de Montville et de Malaunay n'ouvrira pas début février comme prévu.

Lors de la célébration de la Sainte-Barbe, le 10 janvier, la maire de Montville Anne-Sophie Clabaut et le nouveau directeur du SDIS 76, le colonel hors classe Eric Jouanne, ont annoncé la mauvaise nouvelle. *« Une partie de la toiture s'est envolée et sa remise en état peut demander un certain temps, entre expertises et dossiers d'assurances. »*

Une ouverture reportée mais jusqu'à quand ?

Ni l'étendue des dégâts ni les délais prévisibles pour la livraison de la caserne n'ont été annoncés.

Dans le secteur de Montville, la tempête Goretti n'a pas que soufflé le toit de la future caserne des pompiers. Entre Houppeville et Mont-Saint-Aignan, ce sont des arbres qui ont été déracinés et qui ont dégradé la chaussée de la RD 121. Résultat : la circulation a été interdite et le réseau Astuce a mis en place une semaine après une nouvelle liaison de bus pour les Houppevillais.

Autre dégât de la tempête, à 14 kilomètres de Montville, la chute sur une maison d'un énorme séquoia à Roncherolles-sur-le-Vivier.

Ce dégât sur la future caserne de Montville met en retard la réunion des centres d'incendie et de secours de Montville et Malaunay (effective depuis 2019). Les travaux d'adaptation des anciens locaux de l'électricien Legrand avaient commencé en janvier 2023 avec la réhabilitation du plus moderne des bâtiments de l'ancien pôle industriel.

La mise en service était pour février 2026. Les récents dégâts subis par l'édifice toujours en construction vont retarder la mise en service de la nouvelle caserne mais les délais supplémentaires sont pour l'instant inconnus.

Lire aussi

Le nouveau parc Auguste-Badin de Barentin décroche une distinction nationale : la Marianne d'or

Christophe Bouillon candidat à Barentin : « Ce serait dommage de briser l'élan »

Rouen : 7 ans et 5 ans de prison pour avoir extorqué de l'argent à des prostituées

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Montville (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

Tempête Goretti : la caserne des pompiers de Montville aura du

paris-normandie.fr

Le nouveau parc Auguste-Badin de Barentin décroche une distinction nationale : la Marianne d’or

Paris Normandie

4–5 minutes

À peine ouvert, déjà primé ! Le parc Auguste-Badin de Barentin a reçu une Marianne d’or, le 15 janvier 2026, soit quatre mois après son inauguration. Ce prix récompense des projets innovants mis en œuvre par des collectivités partout en France.

Le maire de Barentin, Christophe Bouillon (à gauche), avec la Marianne d’or reçue, mi-janvier 2026, des mains du secrétaire général du concours, Alain Trampoglieri. - Photo ville de Barentin

Consultez l’actualité en vidéo

Publié: 20 Janvier 2026 à 21h52 Temps de lecture: 2 min

La belle nouvelle pour Barentin : jeudi 15 janvier 2026, la ville a reçu une Marianne d’or pour le parc Auguste-Badin, cette friche de 17 ha reconvertie en parc urbain et inaugurée en septembre 2025.

La Marianne d'or, c'est d'un titre récompensant les villes ou villages pour leurs engagements et innovations en termes d'action publique. Crée en 1983, par l'ancien Premier ministre Edgar Faure et par Alain Trampoglieri, ce titre d'envergure nationale a été décerné à la ville pour la qualité de sa requalification d'une friche industrielle en parc naturel et urbain.

« C'est une satisfaction »

Le jury a salué la qualité, le lien intergénérationnel et la participation citoyenne en lien avec ce projet. C'est la première fois que la ville de Barentin reçoit cette distinction. *« C'est une satisfaction, ce prix récompense un beau projet, il s'agit d'un choix audacieux de reconvertir cette surface »*, a souligné le maire Christophe Bouillon.

Les 17 hectares de ce parc urbain constituaient au tournant des XIX-XXe siècles le cœur palpitant de Barentin avec les filatures Badin. Le site a définitivement fermé ses portes en 2007.

Aujourd'hui, il est un lieu de balade conciliant biodiversité avec activités sportives et culturelles. Un cinéma doit également ouvrir dans un bâtiment préservé de la friche et un autre immeuble surnommé « Le Cube » devrait accueillir des activités culturelles.

Lire aussi

Christophe Bouillon candidat à Barentin : « Ce serait dommage de briser l'élan »

Rouen : 7 ans et 5 ans de prison pour avoir extorqué de l'argent à des prostituées

Coup de couteau mortel à Rouen : la victime tuée à cause de la couleur d'un vêtement

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Barentin (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

paris-normandie.fr

Montville : la com’com déménage mais reste dans le bourg

Paris Normandie

5–6 minutes

Travaux en cours pour la com’com Inter-Caux-Vexin, à Montville, qui changera d’adresse fin 2026 mais gardera son implantation dans le bourg avec de nouveaux locaux rue André-Martin.

Le chantier du futur pôle de la com’com en cours, côté sente aux Anglais. Le pôle devrait ouvrir fin 2026. - Photo Paris Normandie

Publié: 20 Janvier 2026 à 09h20 Temps de lecture: 1 min
À la fin de l’année 2026, le pôle montvillais de la communauté de communes Inter-Caux-Vexin installera ses nouveaux bureaux rue André-Martin.

Consultez l’actualité en vidéo

Le gros œuvre a débuté en septembre dernier. Les locaux actuels situés place de la République qui étaient à l’origine ceux de l’ancienne communauté de communes des Portes Nord-Ouest de

Rouen sont maintenant inadaptés. Le nombre de communes est beaucoup plus important. Il est passé de 23 à 64.

La mémoire collective conservée

Béatrice Fourneaux, 15e vice-présidente et référente patrimoine précise : *« Nous avions la volonté de rester à Montville. Dans cette nouvelle structure, il y aura 13 bureaux individuels et deux salles de réunion, un ascenseur pour monter à l'étage. L'entrée se fera Sente aux Anglais avec parking et non en façade par la rue André-Martin, compte tenu des difficultés de stationnement sur cette voie départementale. »*

Les nouveaux locaux s'installent à la place de l'ancien cabinet Soudey qui s'est, lui, rapproché du centre-bourg.

« Nous avons voulu garder le bâtiment originel pour la mémoire collective, en lui ajoutant un étage et en l'agrandissant sur l'arrière grâce à un ancien jardin en friche. Cela va nous permettre de recruter afin de compléter l'équipe actuelle, pour une répartition homogène entre les trois pôles de la com'com (avec Buchy et Martainville-Epreville, NDLR) », ajoute Béatrice Fourneaux.

Un chantier à 1,85M€

« La structure existante a été conservée avec sa façade en briques donnant sur la rue André-Martin. Pas seulement pour la mémoire collective mais aussi techniquement pour soutenir le trottoir », précise l'architecte Sébastien Potel du cabinet havrais 9 Bis architecture (avec une annexe à Notre-Dame-de-Bondeville).

Le chantier de la façade du futur pôle de la com'com, rue André-Martin à Montville. - Photo Paris Normandie

Le chantier est d'un coût de 1,85M€, hors achat du bâtiment, dont 500 000€ subventionnés par l'État et 209000€ par le conseil départemental.

Le toit de la future caserne des pompiers soufflé par la tempête

La future structure sera voisine de la nouvelle usine de traitement de l'eau potable « de gouttes en gouttes », unité à la pointe de la technologie et mise en service fin septembre 2025. Elle sera proche également des services mis en place sur l'ancienne friche Legrand. Si le chantier du pôle montvillais de la communauté de communes Inter-Caux-Vexin n'a pas connu de souci lors de la neige et de la tempête, il en est allé autrement pour la future caserne de pompiers. Les centres d'incendie et de secours de Montville et de Malaunay ne pourront pas l'occuper en février prochain, comme c'était prévu. Une partie de la toiture s'est envolée lors de la dernière tempête.

Lire aussi

Le nouveau parc Auguste-Badin de Barentin décroche une distinction nationale : la Marianne d'or

Christophe Bouillon candidat à Barentin : « Ce serait dommage de briser l'élan »

Rouen : 7 ans et 5 ans de prison pour avoir extorqué de l'argent à des prostituées

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Montville (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

paris-normandie.fr

Avec le buzz, le loup vert de Pavilly vit sa meilleure vie

Benoît MARIN-CURTOUD

5–6 minutes

Il est partout, le loup vert de Pavilly, puisqu'il est cousin du loup de Noël d'Intermarché. De TF1 à Télématin en passant par d'innombrables médias, cette star locale montre les crocs. Explication.

Publié: 20 Janvier 2026 à 13h50 Temps de lecture: 1 min
Pas facile d'échapper à la légende du loup vert de Pavilly quand on fréquente les pages des magazines ou les sujets « légers » des « jités » nationaux. Un incroyable buzz pour cette petite ville au nord de Rouen et qui espère, en faisant parler d'elle, financer la restauration d'une chapelle dont les murs appartiennent à l'un des plus anciens édifices religieux de Seine-Maritime.

Consultez l'actualité en vidéo

Mais pourquoi un tel engouement ? Le 31 décembre 2025 Paris Normandie comme nos confrères de France 3 relayent une publication sur Facebook d'un élu de Pavilly – Eddy Lefaux, notamment en charge du patrimoine – qui s'amusait du succès de la publicité d'Intermarché figurant un loup. Ce dernier, pour se faire des amis et transfiguré par la magie de Noël, devient végétarien pour le réveillon. Pour l'élu local, ce conte moderne ressemblait beaucoup à celui du loup vert de Pavilly.

Le loup et la poule, fable du marketing territorial de Pavilly

La légende en est connue : au VIIe siècle l'abbé Philibert de Jumièges donne à l'abbesse Austreberthe une abbaye à Pavilly. Pour le remercier la future sainte dresse un âne qui bat la campagne entre Jumièges et Pavilly avec le linge des moines, à

charge pour les religieuses de le laver. Mais hélas un loup survient et croque l'âne.

Selon la légende, Austreberthe confronte alors le loup qui par repentance – c'est la puissance de Dieu comparée à la magie de Noël – devient vert et docile comme un agneau à tel point qu'il se transforme en herbivore. Ce miracle scelle la sainteté d'Austreberthe.

Cette légende du loup vert, Pavilly en a fait un vrai argument de marketing territorial. Une spécialité animalière de la commune puisqu'une poule de Pavilly (race endémique normande) trône à l'entrée de ville.

Cette histoire était trop belle pour que de multiples médias ne s'en emparent. D'autant que l'élu local signalait que la chapelle Austreberthe, le plus vieil édifice religieux du département, avait besoin d'une cure de jouvence évaluée à 2,4M€ et que ce serait bien si le loup d'Intermarché et son plus d'un milliard de vues sur internet pouvait voler à son secours. Le 18 janvier, par exemple, l'équipe de Télématin sur France 2 diffusait un reportage où le maire François Tierce détaillait que *« si chaque internaute ayant visionné la publicité d'Intermarché nous donnait 10 centimes, ça irait bien ».*

De RTL à RMC en passant par Closer

C'est sûr : une manne de 100 M€ serait inespérée pour un chantier dont le coût est quarante fois moindre.

Pas sûr que ces appels aux dons, qu'ils soient dirigés vers Intermarché ou vers les amateurs de la publicité, marchent mais le buzz est bien là avec des médias aussi divers que Le Parisien, le HuffPost, le Figaro, le journal d'Appolline de Malherbe sur RMC, RTL, 20 Minutes et Closer Magazine entre autres qui ont proposé des reportages et des chroniques sur ce loup vert de Pavilly, né 1400 ans avant celui d'Intermarché.

Lire aussi

Le nouveau parc Auguste-Badin de Barentin décroche une distinction nationale : la Marianne d'or

Christophe Bouillon candidat à Barentin : « Ce serait dommage de briser l'élan »

Rouen : 7 ans et 5 ans de prison pour avoir extorqué de l'argent à des prostituées

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

lecourriercauchois.fr

[Photo] Bolbec. Une voiture manque de tomber du pont, aucun train ne circule entre Le Havre et Yvetot

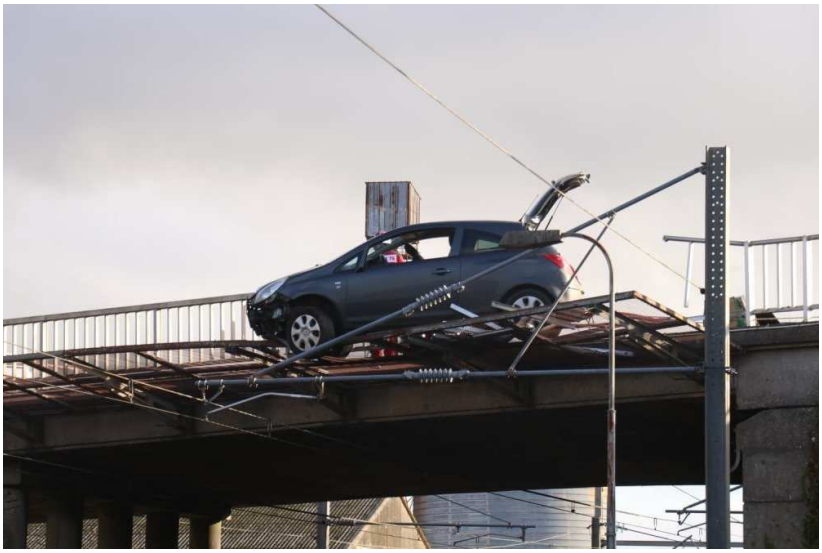
Adrien Verger

2–3 minutes

Le pire a été évité de justesse, les images sont parlantes : un accident routier, impliquant une voiture sur un pont au-dessus des voies, perturbe, ce mardi matin 20 janvier, la circulation ferroviaire sur la ligne Le Havre-Rouen-Paris Saint-Lazare. Sur la commune de Bolbec au niveau de l'ancienne gare Bolbec - Nointot, une voiture, une roue au-dessus du vide, a manqué de peu de basculer sur la voie.

Coupure électrique et trafic interrompu

La SNCF précise que ses équipes sont actuellement mobilisées pour sécuriser la zone et évaluer les conséquences de l'accident sur les installations ferroviaires. En fonction de la gravité des dégâts, la mise en place de bus de substitution pour les voyageurs est en cours de réflexion.



La circulation des trains est interrompue - Anaëlle Dessole

A l'aide de son bras hydraulique, le camion a pu soulever la voiture et la ramener sur la terre ferme - Anaëlle Dessole

La voiture a été dégagée de la caténaire par une dépanneuse avec grue - Anaëlle Dessole

Une femme transportée à l'hôpital

Une femme de 74 ans, légèrement blessée, a été prise en charge puis transportée au centre hospitalier de Lillebonne après avoir été extraite de son véhicule par les équipes de secours, qui ont également sécurisé la zone. La route départementale D149 est coupée dans les deux sens au croisement avec la D30, en direction de Nointot et de Rouville, au niveau de l'ancienne gare de Bolbec-Nointot. De nombreux sapeurs pompiers son sur place.

Une centaine de passagers impactés

Environ une centaine de passagers sont impactés par l'incident. 31 sapeurs-pompiers dont une équipe spécialisée en unité de sauvetage, d'appuis et de recherche étaient sur place.

Des trains retenus en gare

Dans l'attente d'une reprise du trafic, un train est retenu en gare du Havre et un autre à Yvetot. L'heure de reprise normale est actuellement estimée à 14h00.

france3-regions.franceinfo.fr

Faux artisans, démarcheurs, cambrioleurs... Comment la gendarmerie se mobilise pour aider les seniors à déjouer les arnaques

Écrit par Yves Asernal

3–4 minutes

Faux artisans, démarchages abusifs, vols par ruse... À Forges-les-Eaux (Seine-Maritime), la brigade de prévention des aînés est allée ce lundi 19 janvier 2026 à la rencontre des seniors pour les aider à reconnaître et déjouer les arnaques du quotidien.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

"*Ils m'ont montré leur carte, et j'ai tout de suite su que c'était des rigolos*". Christine n'a pas hésité longtemps. Quand des démarcheurs se sont présentés chez elle, document à la main, elle a immédiatement reconnu une fausse carte professionnelle. "*Une carte comme ça, je la fais en cinq minutes*", leur a-t-elle lancé.

Déstabilisés, les individus ont fini par repartir, non sans une dernière remarque ironique de la part de l'intéressée : "*Amusez-vous bien avec Photoshop !* ".

Cette vigilance, Christine l'a encore partagée lors d'une réunion de prévention organisée lundi 19 janvier à Forges-les-Eaux par la brigade de prévention des aînés, un dispositif de la Gendarmerie Nationale.

Pendant près de deux heures, des réservistes ont échangé avec les séniors de cette commune de 3 700 habitants pour leur apprendre à déjouer les mécaniques des arnaques, sans pour

autant créer de climat de peur.

Le reportage de Sylvie Callier et Louis Belin :

durée de la vidéo : 00h01mn46s

Zoom sur la Brigade de protection des aînés • ©France 3 Normandie

Créée en avril dernier en Seine Maritime et inexistante dans l'Eure, cette brigade spécialisée se déplace de ville en ville à la demande des communes pour sensibiliser les personnes âgées, particulièrement vulnérables, aux escroqueries les plus courantes : faux artisans, démarchages abusifs, fraudes aux distributeurs de billets ou vols par ruse.

À Forges, une personne âgée a été escroquée de 2 000 euros par de prétendus professionnels venus proposer des travaux de toiture.

"*Ce qui est fréquent, ce sont les démarches à fausses identités*, explique l'adjudant Philippe Milange de la Brigade de prévention des aînés de la Gendarmerie de Rouen. *C'est à dire de faux pompiers, de faux gendarmes, ou de faux policiers, ça peut arriver.*"

Les gendarmes ont également délivré des conseils très pratiques : ne pas laisser ses clefs de voiture dans l'entrée, redoubler de vigilance en fin d'après-midi ou en hiver, périodes propices aux repérages.

Avec Sylvie Callier et Louis Belin.

france3-regions.franceinfo.fr

Un vaste trafic de drogue dans une tour d'habitation de Fécamp : 11 personnes interpellées et 17 000 euros saisis

Écrit par Dominique Durand

~3 minutes

Un trafic de cannabis, héroïne et cocaïne impliquant une dizaine de personnes a été démantelé par les gendarmes au sein d'une tour d'habitation à Fécamp (Seine-Maritime). L'homme soupçonné d'être à la tête du réseau ainsi que deux autres personnes ont été placés en détention provisoire.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

C'est le résultat de deux ans d'investigation. Depuis la réception d'une information anonyme en octobre 2024, les services de gendarmerie de Fécamp savaient qu'un trafic s'organisait dans la tour d'habitation Saint Nicolas, située sur les hauteurs de la ville.

Le principal mis en cause et dix personnes ont été interpellés mardi 13 janvier, dans les communes de Fécamp, Notre Dame du Bec et Froberville. *"Les perquisitions réalisées ont permis la saisie de 4 kilogrammes de résine de cannabis, un peu moins de 100 grammes d'héroïne, plus de 17 000 euros numéraires, une arme de catégorie A et divers objets immobiliers"*, précise le tribunal judiciaire du Havre.

Chaque semaine, 100 grammes de cocaïne et d'héroïne, ainsi qu'un kilo de cannabis étaient écoulés dans la tour Saint Nicolas, à Fécamp et dans les communes environnantes.

Dans un communiqué publié lundi 19 janvier 2026, le procureur de la République indique que de nombreux consommateurs ont été entendus par la gendarmerie.

L'homme soupçonné d'être à la tête du réseau était régulièrement épaulé par sa mère, sa compagne ainsi qu'une voisine qui conservait chez elle l'argent du trafic.

Deux autres prévenues, qui conservaient des quantités importantes de stupéfiants à leur domicile, ont été renvoyées devant le tribunal correctionnel.

Ainsi, six personnes seront jugées prochainement. Trois prévenus ont été placés en détention provisoire tandis que trois autres sont sous contrôle judiciaire, *"avec l'interdiction de se rendre à Fécamp"*, informe le procureur de la République.

lecourriercauchois.fr

Seine-Maritime. Utilisation du 49.3 par Sébastien Lecornu : "Il faut sortir de l'impasse", réagit Marie-Agnès Poussier-Winsback

Luc Gallais

~2 minutes

Alors qu'il avait fait la promesse, sur le perron de Matignon le 3 octobre 2025, de ne pas l'utiliser, Sébastien Lecornu, le Premier ministre, va avoir recours à l'article 49-3 de la Constitution ce mardi 20 janvier à l'Assemblée nationale. Et ce, pour faire adopter son projet de loi de finances (PLF) sans vote des députés, dans le but de permettre à la France de disposer d'un budget. "*Je le fais avec une forme de regret et d'amertume"*, a affirmé le Premier ministre à l'issue, lundi, d'un conseil des ministres, reconnaissant un *"semi-échec"*.

"Le Premier ministre va prendre un risque"

"*Le Premier ministre va prendre ses responsabilités, un risque en allant contre les principes qu'il s'était appliqués, après avoir fait confiance aux parlementaires. Siffler la fin du match, je pense que c'est une bonne idée*, déclare à ce propos Marie-Agnès Poussier-Winsback, vice-présidente de l'Assemblée nationale et députée de la 9e circonscription de Seine-Maritime. *Il faut sortir le pays de l'impasse, on voit bien qu'on n'arrive pas à s'accorder. L'image qu'on offre à l'Assemblée nationale, au fond, n'est pas bonne. La méthode de la concertation, du compromis, de prendre le temps du dialogue, n'était pas une erreur, mais elle a montré ses limites. Pour avoir présidé beaucoup de séances durant l'élaboration du budget, on a des discussions qui n'en finissent pas, c'est bien d'y mettre fin.*"

"On a de nombreux investissements à faire"

Ressentant lors de différents vœux "*l'inquiétude des gens*", Marie-Agnès Poussier-Winsback appelle à aller de l'avant. "*Pour cela, il faut voter un budget. On a de nombreux investissements à faire, dans de nombreux domaines, notamment militaire, et d'autres propositions de lois à aborder.*"

paris-normandie.fr

« Les salariés ont été méprisés » : au Sénat, Céline Brulin revient sur la fermeture d'Arlanxeo

Coline Poiret-Mellier

6–8 minutes

La sénatrice Céline Brulin a interpellé le gouvernement, mardi 20 janvier 2026, après la signature du plan de sauvegarde de l'emploi lié à la fermeture du site Arlanxeo de Lillebonne.

La sénatrice Céline Brulin a interpellé le gouvernement après la signature du plan de sauvegarde de l'emploi lié à la fermeture du site Arlanxeo de Lillebonne. - PND

Publié: 20 Janvier 2026 à 17h16 Temps de lecture: 2 min

La fermeture annoncée du site Arlanxeo de Lillebonne continue de faire réagir jusque dans l'hémicycle du Sénat. Lors d'une séance de questions au gouvernement mardi 20 janvier 2026, Céline Brulin, sénatrice de Seine-Maritime (groupe communiste), a vivement mis en cause l'attitude de l'État dans ce dossier industriel sensible.

« Un nouveau coup porté à notre souveraineté industrielle »

La parlementaire est revenue sur l'annonce, faite le 2 octobre dernier, de la fermeture du site spécialisé dans le caoutchouc synthétique, entraînant la suppression de 165 emplois directs dans un bassin déjà fragilisé, notamment par l'arrêt des activités chimiques d'ExxonMobil.

« C'est un nouveau coup porté à notre industrie, à notre souveraineté industrielle et à une filière stratégique pour notre pays », a-t-elle lancé, soulignant le sentiment d'abandon ressenti par les salariés.

Si un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) a finalement été signé après de longues et difficiles négociations, Céline Brulin a salué la ténacité des représentants du personnel dans un climat social qu'elle décrit comme *« extrêmement dégradé ».*

« Arlanxeo n'est pas une entreprise en difficulté »

La sénatrice a également pointé la situation financière de l'entreprise. Arlanxeo appartient au groupe saoudien Saudi Aramco, qui a engrangé plus de 100 milliards de dollars de bénéfices en 2024, tout en versant d'importants dividendes. *« Arlanxeo n'est pas une entreprise en difficulté,* a-t-elle insisté, dénonçant un *« profond mépris »* à l'égard des salariés et l'absence du gouvernement *« à la place que l'État devrait tenir »* pour défendre les savoir-faire industriels.

Parmi les pistes évoquées, Céline Brulin a rappelé l'existence d'un pipeline reliant le site de Lillebonne à la plateforme de TotalEnergies à Gonfreville-l'Orcher, qui aurait pu permettre un approvisionnement en matières premières et le maintien de l'activité. Une option qui, selon elle, n'a jamais été sérieusement étudiée ni soutenue par l'État.

« Une mobilisation totale du gouvernement »

Au nom du ministre du Travail, la ministre déléguée chargée des Personnes handicapées, Charlotte Parmentier-Lecocq, a assuré d'une « *mobilisation totale du gouvernement »* face aux fermetures de sites industriels. Elle a reconnu que la Seine-Maritime traverse une période de mutations industrielles majeures, marquée à la fois par l'émergence de nouveaux projets et par la fermeture de sites historiques comme celui de Lillebonne.

Concernant Arlanxeo, la ministre a rappelé que les discussions autour du PSE avaient été particulièrement complexes, en raison

d’un fort écart entre les revendications syndicales et les concessions initialement proposées par l’entreprise. Avec l’appui de l’État, celle-ci aurait finalement accepté d’intégrer le budget du PSE dans ses projections.

Vigilance accrue de l’État

La ministre a également insisté sur la vigilance des services de l’État, notamment sur les questions de sécurité, de conditions de travail et de risques psychosociaux. La DRETS (direction régionale de l’emploi, du travail et des solidarités) envisage ainsi l’envoi d’un nouveau courrier d’observations portant sur les critères professionnels, l’ordre des licenciements, le redémarrage éventuel de l’activité et le fonctionnement de la cellule d’écoute destinée aux salariés.

Reste que, pour la sénatrice, ces mesures arrivent trop tard. *« Le gouvernement entend-il enfin agir pour empêcher que des entreprises quittent notre territoire en laissant derrière elles des salariés et des territoires entiers à l’abandon ? »,* a-t-elle conclu, appelant à un changement de cap dans un contexte international qu’elle juge plus que jamais préoccupant.

Lire aussi

Construire, rénover ou décorer ? Le salon de l’habitat d’Yvetot répond à tous les projets !

À Lillebonne : BasarKus, une créature à deux cœurs sur la scène de Juliobona

À Port-Jérôme-sur-Seine, un chantier souterrain à 8 millions d’euros pour sécuriser l’eau industrielle

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Lillebonne (Seine-Maritime) pays de Caux

Contenus sponsorisés

Annonces légales

Consulter les annonces Publier une annonce

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Lillebonne

lecourriercauchois.fr

Municipales 2026. Mickaël Baron défie le maire sortant et ses 30 ans de mandat à Sandouville

Cédric Thomire

~2 minutes

Le Courrier Cauchois : Pourquoi êtes-vous candidat aux élections municipales ?

Mickaël Baron : "A l'approche du vote du 15 mars prochain, la question du renouvellement de l'équipe municipale et de l'avenir de la commune se pose. Depuis plusieurs mois, de nombreux Sandouvillais m'ont fait part de leur désir de changement. C'est avec cette volonté de rassemblement que j'ai sollicité le maire, à plusieurs reprises, en lui proposant de faire confiance à une nouvelle équipe pour réaliser une liste d'union."

Que vous a-t-il répondu ?

"Malgré ces échanges, et après 30 années de mandat, le maire a préféré reconduire sa candidature sans retenir cette idée. Après 3 mandats comme conseiller municipal, j'ai donc décidé de mener une liste aux élections de mars prochain, avec pour volonté de rassembler les Sandouvillais autour d'un projet commun tourné vers l'avenir. J'ai 52 ans, je suis marié, j'ai deux enfants et je suis informaticien. J'ai réuni depuis plusieurs semaines une équipe qui travaille pour proposer des idées concrètes. Notre liste est quasiment bouclée. Mon ambition est simple : travailler pour tous les habitants de Sandouville dans un climat apaisé."

Quels sont les projets sur lesquels vous travaillez ?

"Des idées, évoquées par le passé, n'ont jamais abouti. Elles méritent d'être relancées : réaménagement de la place du village et du passage devant l'épicerie pour sécuriser la sortie de l'école, adhésion à la Brigade intercommunale des gardes champêtres pour sécuriser la commune. Nous souhaitons aussi poursuivre les projets déjà engagés : lotissement, réouverture de l'épicerie, transformation du terrain de bicross."

lecourriercauchois.fr

Sainneville. Denis Merville, maire de Sainneville depuis 1977, va briguer un neuvième mandat

Luc Gallais

2–3 minutes

Quarante-neuf années à la tête de la commune sainnevillaise (942 habitants), et peut-être davantage. Oui, à 78 ans, Denis Merville sera bien candidat aux élections municipales des 15 et 22 mars, avec l'objectif de briguer un neuvième mandat de maire. "*Beaucoup de gens m'ont demandé de continuer. J'en ai parlé avec mes adjoints, mon équipe. A vrai dire, j'avais pensé à transmettre le témoin à des personnes sur lesquelles j'avais fondé des espoirs, mais elles ne peuvent pas ou n'ont pas souhaité être candidates dans l'immédiat. Il faut une certaine expérience pour diriger une commune, mener des dossiers, car c'est de plus en plus complexe. Mais cela me passionne toujours autant.*" L'idée de passer le relais en cours de mandat pour l'ancien député et conseiller général n'est pas à exclure.

"Faire entendre notre voix"

En attendant, Denis Merville s'estime le mieux à même de défendre les dossiers sainnevillais, "*d'autant plus avec une communauté urbaine, Le Havre Seine Métropole, qui prend beaucoup d'importance. Par rapport à l'eau et l'assainissement ou d'autres compétences, il ne faut pas que les communes rurales soient délaissées. Je compte défendre la mienne dans les prochains arbitrages et faire entendre notre voix.*"

A lire aussi : Pour sécuriser la RD 31, des feux qui récompensent les bons conducteurs

Avec une équipe renouvelée d'un tiers, "*compte tenu de déménagements et de certains arrêts*", et rajeunie, Denis Merville compte entreprendre de nouveaux dossiers, comme le remplacement des fenêtres de l'école Les Pommiers, alors qu'un nouveau restaurant scolaire est en finalisation. Mais aussi se pencher sur la rénovation de l'église de Saint-Maclou, du city-stade et l'avenir d'un logement de fonction de l'école.

lecourriercauchois.fr

Caudebec-en-Caux. Bastien Coriton : "Je n'ai pas perdu la flamme du début"

Ghislain Annetta

~2 minutes

A 44 ans, Bastien Coriton brigue un quatrième mandat lors des élections municipales des 15 et 22 mars, le second pour la commune nouvelle de Rives-en-Seine.

Pourquoi avoir attendu avant d'officialiser votre candidature ?

"Parce la municipalité en place est encore au travail et que j'avais envie de rester maire jusqu'au bout. La commune nouvelle fête ses 10 ans. Nous avons mis en place tout ce qui était prévu lors de sa création. Et on a encore de beaux projets à mener."

Quels sont ces projets qu'il reste à mener ?

"Nous avons beaucoup à faire dans l'isolation des bâtiments. Nous allons mettre l'accent sur les écoles et poursuivre la rénovation de la voirie. Nous avons un sujet sur les réseaux de la ville qui vieillissent et des enjeux sur la santé. Nous envisageons de mettre un cabinet médical au rez-de-chaussée de l'ancienne gendarmerie. Nous avons aussi des questions de sécurité avec le déploiement de la vidéoprotection."

Vous êtes élu depuis presque 18 ans. Qu'est-ce qui vous donne envie de continuer ?

"J'ai fait une quinzaine de réunions de quartier et les relations me semblent bien établies. Cela facilite les échanges. Je me sens bien dans cette commune. Je connais personnellement quasiment tous les habitants. Je suis un maire heureux. Je n'ai pas perdu la flamme du début."

Avez-vous composé votre équipe ?

"La liste est constituée. Elle est renouvelée à presque 40%. C'était prévu. Il y a des conseillers qui sont là depuis 18 ans et qui ont envie d'arrêter."

actu.fr

« Nous pensons que les travailleurs doivent diriger » : Lutte Ouvrière brigue la mairie de Dieppe

3–4 minutes

Hugo Lomenède et Maryvonne Doublet mèneront la liste Lutte Ouvrière à Dieppe (Seine-Maritime) lors des prochaines élections municipales. Ils prônent la révolution des travailleurs.

Sur le même thème

- Dieppe-Maritime
- Lutte Ouvrière
- Municipales 2026

Article réservé aux abonnés

Maryvonne Doublet et Hugo Lomenède porteront la liste Lutte Ouvrière pour les prochaines élections municipales à Dieppe (Seine-Maritime). ©Les Informations Dieppoises

Par Augustin Bouquet des Chaux Publié le 20 janv. 2026 à 20h08

« Nous n'avons pas envie de gérer le système comme il est actuellement », plantent d'entrée **Maryonne Doublet** et **Hugo Lomenède**. À respectivement 73 et 46 ans, ce professeur de mathématiques et de sciences au lycée du Golf et cette infirmière retraitée mènent la liste Lutte Ouvrière à Dieppe (Seine-Maritime) à

l'occasion des prochaines élections municipales. « Nous avons envie de faire entendre la voix des travailleurs. Nous produisons toutes les richesses c'est pour cela que nous pensons que les travailleurs doivent diriger », détaille Hugo Lomenède.

Une révolution comme seul programme

Il ne s'agit pas, pour eux, de présenter un programme pour Dieppe mais de mener une véritable révolution. « L'idée, c'est de renverser le système actuel. Nous avons conscience que cela ne se fait pas en prenant la tête d'une municipalité mais c'est l'occasion de présenter nos idées », continue le professeur du lycée Ango.

Pour lui, actuellement, les travailleurs ne bénéficient pas du fruit de leur travail. Les grandes fortunes sont les vrais dirigeants. « L'État aide les grandes fortunes et les entreprises comme ce fut le cas pendant le Covid. Aujourd'hui, on nous présente la facture alors que personne ne nous a aidés », poursuit Hugo Lomenède.

« Seuls les travailleurs permettent à la société de fonctionner »

Pourtant, selon les candidats Lutte Ouvrière, la crise sanitaire a bien démontré que seuls les travailleurs permettent à la société de fonctionner. « Nous défendons un programme communiste et un programme communiste est forcément révolutionnaire. Sans les travailleurs, rien ne fonctionne », souligne Maryvonne Doublet. Les idées de Lutte Ouvrière semblent bien infuser à Dieppe. Les deux candidats assurent recevoir un bon accueil de la part du public et la constitution de leur liste est en très bonne voie.

« Il n'y aura pas de notable dessus. Nous avons uniquement des travailleurs, avec des personnes qui font des ménages, des ouvriers d'usine ou encore de la métallurgie », détaille Hugo Lomenède. Il conclut en disant « nous pensons que les travailleurs n'ont pas assez conscience de l'importance qu'ils ont dans la société ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

Christophe Bouillon candidat à Barentin : « Ce serait dommage de briser l'élan »

Benoît MARIN-CURTOUD

6–7 minutes

Christophe Bouillon (DVG) vient de lancer officiellement sa candidature pour un second mandat à la tête de Barentin, au nord de Rouen. Son programme : la continuité et la consolidation. Explications.

Christophe Bouillon, le maire de Barentin, brique sa propre succession. - Photo Stéphanie Péron-Clément

Publié: 20 Janvier 2026 à 17h03 Temps de lecture: 2 min Christophe Bouillon (DVG), 56 ans, issus des rangs socialistes et maire de Canteleu de 2001 à 2014, ancien député qui a préféré le conseil municipal à l'Assemblée nationale, qui n'a plus été encarté depuis les dernières élections régionales en 2021, est candidat pour un 2e mandat municipal à la tête de Barentin et dans la foulée, prétendant à la présidence de la com'com Caux-Austreberthe.

Consultez l'actualité en vidéo

Pour l'instant, il n'a pas de concurrent réellement déclaré mais Frédéric Hourmant (liste « Vraiment Barentin »), ancien gendarme et dirigeant d'un groupe hôtelier, se dit volontaire pour « construire l'avenir ».

Éclairage public : un référendum envisagé

Le maire actuel – c'est dans la logique des institutions – capitalise sur son bilan. *« On peut être fier du travail accompli en très peu de temps et dans un contexte difficile. La ville a bougé* (depuis l'élection de 2020, NDLR). *Certains des projets ne sont pas terminés, ce serait dommage de briser l'élan »,* explique l'élu en détaillant que la participation des Barentinois à l'élaboration de l'action municipale reste un axe essentiel du programme. Exemple : l'extinction de l'éclairage public. Il a été voté à Barentin sous la mandature 2020-2026. Il devrait faire l'objet d'un référendum si Christophe Bouillon est reconduit.

Des projets dispendieux ? *« On a remboursé tous les emprunts en 2021 avant d'en recontracter d'autres en 2024. Aujourd'hui, la dette par habitant est de 425€ par habitant et notre capacité d'autofinancement permettrait de rembourser l'encours en 5 à 6 ans. C'est bien en deçà de la moyenne ».*

Transition écologique oblige, le projet 2026-2032 voudra accentuer la renaturation des écoles, faire de l'Austreberthe une trame bleue par exemple.

40 millions d'euros investis en 6 ans mais guère de dettes

Avec les départs, les envies des uns et des autres, les rencontres pendant le précédent mandat, Christophe Bouillon estime que 25 % de sa liste – qui va être dévoilée en février – va être renouvelée. *« On a constitué un collectif. Je n'ai pas demandé patte blanche à chacun d'entre eux* (pour être divers gauche, NDLR). *Je ne sais même pas quelle est leur opinion politique, quel est leur vote au niveau national. Le ciment, c'est le projet, qui sera humain. Et tout ce que je demande aux uns et aux autres, c'est d'adhérer au projet et de rester soudé dans sa mise en œuvre. ».*

Mais, concrètement, quel programme, sachant que la friche Badin est désormais ouverte, que les bus Moca sillonnent la ville ? *« Dans le précédent mandat, on a investi plus de 40 millions d'euros, dans Badin mais aussi dans les crèches, dans le stade Coubertin etc. L'idée, c'est de poursuivre un certain nombre de travaux sur des équipements existants. On a le gymnase Armstrong qui vieillit, on a des vestiaires de foot qui doivent être*

remis dans les standards actuels, on a le futur cinéma également. On a aussi à poursuivre l'ensemble des travaux dans les écoles ».

La vidéoprotection augmentée ?

À ce volet « équipements », Christophe Bouillon souhaite accentuer encore la vidéoprotection de la ville – notamment dans la zone commerciale – avec la création d'un centre de surveillance urbain et la pose de caméras LAPI capable de lire les plaques d'immatriculation.

Autres priorités : les personnes isolées, les seniors, avec un nouvel EHPAD déjà programmé en 2029 (199 places) et une résidence seniors, le soutien au commerce avec une exonération temporaire de la taxe foncière pour les nouveaux commerces de bouche par exemple.

Le projet de l'équipe de Christophe Bouillon – qui comportera une centaine de propositions – n'est pas complètement arrêté. Il faudra attendre février pour tout savoir mais le candidat le promet : il n'y aura pas d'augmentation des taux municipaux de l'impôt.

Lire aussi

Le nouveau parc Auguste-Badin de Barentin décroche une distinction nationale : la Marianne d'or

Rouen : 7 ans et 5 ans de prison pour avoir extorqué de l'argent à des prostituées

Coup de couteau mortel à Rouen : la victime tuée à cause de la couleur d'un vêtement

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

paris-normandie.fr

Municipales 2026 : à Mont-Saint-Aignan, François Vion annonce sa candidature

Paris Normandie

4–5 minutes

Premier adjoint de la maire Catherine Flavigny, François Vion se présente aux élections municipales 2026 à Mont-Saint-Aignan.

Publié: 20 Janvier 2026 à 10h17 Temps de lecture: 2 min

« J'aime Mont-Saint-Aignan » est le slogan de campagne choisi par François Vion, 58 ans, cadre bancaire, et son équipe, pour succéder à Catherine Flavigny, qui ne se représente pas et dont il était le premier adjoint chargé des finances.

Sa liste se veut la plus large possible de la droite jusqu'au centre pour poursuivre, selon lui, le travail entrepris, *« en gardant ce qui plaît aux habitants et en s'adaptant aux contraintes de gestion municipale, de plus en plus difficiles dans un contexte national plein d'incertitudes »*.

Multiplier les effectifs de police

« Notre campagne de terrain nous permet d'aller directement à la rencontre des habitants en porte à porte, sur les marchés ou au cours de réunions publiques, ajoute-t-il. *Nous leur présentons les grandes lignes de notre programme et écoutons leurs propositions.»*

Parmi les thèmes que le candidat souhaite mettre en avant, le renforcement de la sécurité dans la commune en multipliant par deux les effectifs des policiers municipaux et en augmentant le nombre de caméras de vidéo protection. *« Nous voulons*

également développer une hyper proximité entre nos élus et la population en créant, par exemple, un réseau d'ambassadeurs dans chaque quartier afin que le signalement de dysfonctionnements éventuels nous parvienne immédiatement », explique François Vion.

État de la voirie

Ce dernier met également l'accent sur les sujets concernant la commune qui relèvent des compétences de la Métropole, *« qui, selon nous, n'est pas à la hauteur de ses missions. Il suffit pour s'en convaincre de constater l'état de la voirie, le manque de soutien au développement économique, sans oublier les problèmes liés au ramassage des déchets »*.

L'ancien député de Seine-Maritime, Damien Adam, figurera en bonne place dans l'équipe menée par François Vion. En fin de liste, pour un soutien qu'ils veulent significatif, on retrouvera l'actuelle maire, Catherine Flavigny, et Bertrand Bellanger, le président en exercice du Conseil départemental de Seine-Maritime.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique en cliquant ici Lire aussi

Le nouveau parc Auguste-Badin de Barentin décroche une distinction nationale : la Marianne d'or

Christophe Bouillon candidat à Barentin : « Ce serait dommage de briser l'élan »

Rouen : 7 ans et 5 ans de prison pour avoir extorqué de l'argent à des prostituées

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Élections municipales Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

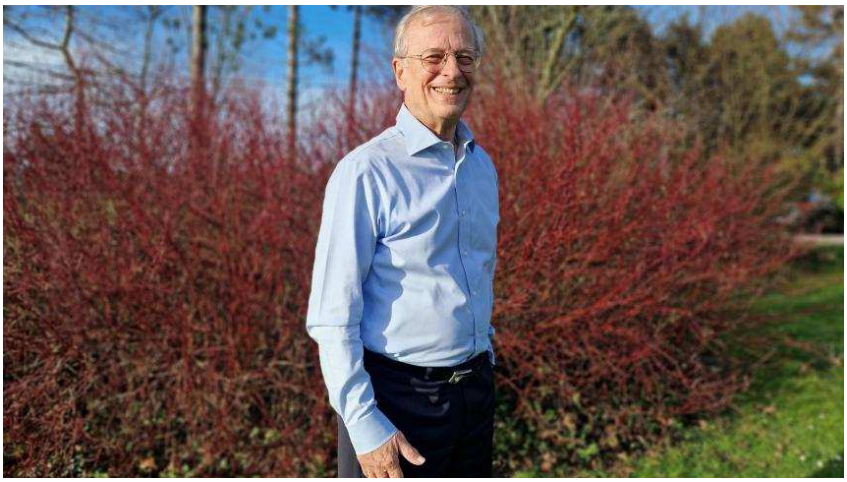
paris-normandie.fr

Municipales 2026. À Octeville-sur-Mer, François Marette veut retrouver « l'esprit village »

Laure Ferrari

5–6 minutes

François Marette, 75 ans, ancien expert-comptable et commissaire aux comptes spécialisé dans la gestion des collectivités territoriales est candidat à la mairie d'Octeville-sur-Mer. Il souhaite repenser l'avenir de la commune où il vit depuis 43 ans.



François Marette conduira la liste « Octeville 2026, l'esprit village » - Paris Normandie/Laure Ferrari

Publié: 20 Janvier 2026 à 17h04 Temps de lecture: 1 min

« *Octeville 2026, l'esprit village* ». C'est derrière cette bannière que François Marette part en campagne. Sa liste « sans étiquette politique », a pour objectif central *« de préserver l'identité d'un village normand de bord de mer face à l'influence de la grande ville voisine »*, martèle-t-il d'emblée. Bien qu'il ne souhaite pas s'opposer frontalement à la communauté urbaine, il *« exige »* que

la commune y *« soit respectée »* et refuse qu'elle devienne *« un quartier périphérique ou une banlieue dortoir »* du Havre.

Consultez l'actualité en vidéo

Consultations citoyennes

Très critique envers l'application des lois qui imposent des quotas de logements sociaux et *« sont parfois de nature à perturber cette volonté de vivre à la campagne »*, il est pour un *« urbanisme maîtrisé ».* Le candidat souhaite instaurer des consultations citoyennes ou de référendums d'initiative locale sur les grands projets d'aménagement : *« Notre leitmotiv c'est d'avoir une certaine transparence et une prise de décision en homogénéité avec ce que veut la population. »*

François Marette veut créer un maillage de mobilités douces (chemins piétons/vélos) entre les hameaux et le bourg, et repenser le stationnement pour favoriser l'accès aux commerces. Sa liste, composée de chefs d'entreprise, de retraités de l'enseignement ou encore d'agriculteurs entre autres, propose aussi la requalification des entrées de la commune qu'il voudrait par ailleurs plus « *verte* ». Il entend d'ailleurs préserver une coulée verte : « *Cet espace naturel qui sépare l'aéroport de la mer et qui constitue un poumon d'air* essentiel *pour préserver la qualité de vie locale »,* insiste-t-il.

« Éradiquer les points de deal identifiés »

Le candidat explique s'inquiéter de la progression de la drogue et entend « éradiquer les points de deal identifiés », notamment en *« augmentant raisonnablement la police municipale »*. Le projet de la liste conduite par François Marette inclut, dans un autre registre, la création d'un *« pump track »* pour les jeunes et l'organisation d'une « *grande fête de village annuelle* » capable de rassembler toutes les générations autour d'un *« esprit village »*.

Enfin, parmi ses propositions nous retiendrons la volonté de redonner à Octeville « sa » mer… En créant pourquoi pas *« un belvédère à coût maîtrisé »* pour l'apercevoir et développer l'attractivité touristique de la commune.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique en cliquant ici Lire aussi

Archives inédites de Raymond Queneau : leur retour au Havre après 50 ans en Belgique

Répression en Iran. Réfugié au Havre, ce journaliste témoigne : « C'est pire dans les petites villes »

paris-normandie.fr

Municipales 2026. À Cléon, Mélanie Delacour mènera la liste issue de la majorité sortante

Frédérique THULLIER

4–5 minutes

Adjointe chargée de la Politique de la Ville, des Finances et de l'Aménagement urbain depuis 2020, Mélanie Delacour, 47 ans, est candidate à la succession de Frédéric Marche.

Mélanie Delacour a découvert la politique en 2020 et vise la mairie de Cléon.

Publié: 20 Janvier 2026 à 15h07 Temps de lecture: 1 min

Sa liste, « Continuons ensemble pour Cléon », est au complet et ses priorités clairement définies. Mélanie Delacour, qui achève son mandat en tant qu'adjointe au maire sortant non candidat, Frédéric Marche, est prête à relever un nouveau défi.

Consultez l'actualité en vidéo

« J'ai découvert la politique locale en 2020. Je n'avais aucune

formation spécifique, reconnaît la chimiste qui n'abandonnera pas son activité professionnelle. *Ma délégation est importante et je voulais être à la hauteur. Comme je ne fais pas les choses à moitié, j'ai beaucoup travaillé. J'adore contribuer à changer la ville, à accompagner les habitants… »*

> « Il faut aider les enfants en difficulté et leur donner un maximum de chance de réussir. »

Mélanie Delacour, Adjointe en charge de la Politique de la Ville

La candidate, qui aura autour d'elle une équipe renouvelée pour moitié avec plusieurs adjoints actuels, veut *« assurer la continuité de ce qui a été engagé, notamment le renouvellement urbain »* et sait *« qu'il faudra ensuite s'adapter et créer pour répondre aux besoins des Cléonnais. Il faudra faire aussi bien voire mieux mais différemment. »*

Trois axes majeurs

Trois axes majeurs sont définis dans son programme. L'éducation car *« il faut aider les enfants en difficulté et leur donner un maximum de chance de réussir »*. L'insertion et la formation dont *« nous avons semé les graines avec, par exemple, la Mission locale accueillie dans notre Ville et bientôt un service dédié dans le Pôle d'équipements en construction »*. La dynamisation du vivre-ensemble *« en reliant les deux parties aujourd'hui séparées par la RD 7 »*.

Mélanie Delacour assure qu'elle jouera la carte du *« collectif dont je serai le chef d'orchestre. Toutes les idées exprimées seront débattues. Nous poursuivrons la transformation de la ville, son évolution économique avec l'arrivée de Ferrero et de Mc Do d'ici l'été, et la construction de nouveaux logements avec le Clos des oliviers en 2026 et ceux du Renouvellement urbain qui commencera en 2027 ou 2028. »*

Lire aussi

Municipales 2026. Laurent Bonnaterre briguera un troisième mandat à Caudebec-lès-Elbeuf

L'Armée choisit Renault pour un contrat d'un milliard : une aubaine pour le site Ampère à Cléon ?

Extorsions dans l'Eure et en Seine-Maritime : le braqueur et ses complices étaient de vrais « apprentis »

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Élections municipales Cleon (Seine-Maritime)

tendanceouest.com

Près du Havre. "Impressionnant", "assourdissant" : le bruit entendu dimanche soir provenait de la raffinerie TotalEnergies

Célia Caradec

2–3 minutes

Alors que dans le centre-ville du Havre résonnaient les klaxons des supporters sénégalais ravis de remporter la Coupe d'Afrique des Nations, un autre bruit, bien plus retentissant, a conduit les riverains de la zone industrialo-portuaire (ZIP) à se poser des questions, dans la nuit du dimanche 18 au lundi 19 janvier. Sur les réseaux sociaux, en particulier la page Facebook Info Trafic Le Havre, des habitants de Gonfreville-l'Orcher, Montivilliers, Gainneville ou même Saint-Martin-du-Manoir, commune située à une quinzaine de kilomètres de la ZIP, relataient, aux alentours de minuit, entendre un bruit "*impressionnant*", "*assourdissant*", au point de réveiller certains riverains.

Tendance Ouest a sollicité dès lundi matin l'entreprise Yara, qui avait indiqué vendredi 16 janvier, sur la plateforme Allo Industrie, procéder dans le week-end à l'arrêt de ses installations de production. Le service de communication de l'industriel indiquait rapidement que son usine du Havre n'était "*pas à l'origine du bruit entendu*" la nuit précédente. La préfecture de Seine-Maritime nous indiquait quant à elle, lundi après-midi, n'avoir eu "*aucune remontée*" d'incident sur la zone industrielle.

Une soupape de sécurité sur la raffinerie

Sollicitée lundi également, l'entreprise TotalEnergies apporte des précisions ce mardi 20 janvier sur cette émission sonore, accompagnée de vapeur d'eau. Elle confirme qu'un "*événement d'ordre technique*" est survenu dimanche, vers 23h45, sur le réseau vapeur de sa plateforme de Normandie, située à Gonfreville-l'Orcher. Une soupape de sécurité s'est activée automatiquement, sur la raffinerie du site. "*Ce dispositif, destiné à protéger les installations en cas de surpression, a provoqué une émission sonore perceptible à l'extérieur du site, durant la nuit et pendant*

une durée d'environ 30 minutes".

Un bruit qui "*correspond au fonctionnement normal de ce type d'équipement de sûreté*", ce qui pourrait donc expliquer pour quelle raison il n'a pas entraîné de message d'alerte sur Allo Industrie. L'événement n'a pas eu d' impact "*sur la sécurité des personnes ni sur l'environnement*". L'industriel présente ses excuses aux riverains "*qui auraient pu être incommodés ou inquiétés par ce bruit*".

francebleu.fr

D'où provient le bruit fort qui a réveillé des habitants autour de la zone industrielle du Havre ? - ICI

Amélie Bonté

5–6 minutes

La raffinerie de Normandie de Total Energies est la première raffinerie de France, située sur la zone industrielle du Havre. © Maxppp - Eric HOURI

Publié le lundi 19 janvier 2026 à 17:36 Mis à jour le mardi 20 janvier 2026 à 17:36

Dans la nuit de dimanche à lundi, de nombreux riverains des communes autour de la zone industrielle du Havre ont été réveillés par un bruit fort. Total Energies confirme, mardi 20 janvier, que l'incident provenait bien de la plate-forme de Normandie, le site de Gonfreville l'Orcher.

"*Un bruit incompréhensible et inquiétant*", voilà ce que l'on peut lire sur les réseaux sociaux ce lundi 19 janvier. **Dans la nuit de dimanche à lundi, un bruit fort a réveillé de nombreux habitants** de Gonfreville-l'Orcher, de Montivilliers ou encore de Gainneville, des communes **proches de la zone industrielle du Havre.**

Les riverains inquiets se demandent d'où provenait ce bruit, certains évoquent l'usine Yara, d'autre la raffinerie Total : "*Entendu sur Gonfreville l'Orcher, une frayeur*" ou bien *"Sur Gainneville aussi, super impressionnant, les enfants réveillés aussi*".

Aucune information n'a été remontée aux autorités, rien n'a été indiqué sur le site Allo Industrie, le dispositif d'information du public en cas d'incidents ou même d'exercices sur les sites industriels de notre région.

La mairie de Gonfreville l'Orcher demande des explications

Alertée par ses habitants, la municipalité de Gonfreville-l'Orcher, la commune située juste en face de la raffinerie Total et sur laquelle la

raffinerie est implantée côté zone industrielle, va interroger Total. Ce mardi, **le maire Alban Bruneau va envoyer un courrier au directeur du site Total** pour demander des explications car les industriels ont l'obligation de signaler les *"évènements perceptibles"* par la population ou toute situation liée à la sécurité, or la mairie n'a rien reçu.

Le bruit provenait bien de la plate-forme Total

Contacté, **Total Energies confirme mardi 20 janvier à ICI Normandie** que l'incident provenait bien de la plate-forme de Normandie, le site de Gonfreville l'Orcher : "*Un événement d'ordre technique est survenu sur le réseau vapeur de la Plateforme de Normandie, entraînant l'activation automatique d'une soupape de sécurité.*"

"*Ce dispositif, destiné à protéger les installations en cas de surpression, a provoqué une émission sonore perceptible à l'extérieur du site, durant la nuit et pendant une durée d'environ 30 minutes. Le bruit constaté correspond au fonctionnement normal de ce type d'équipement de sûreté. La levée de la soupape n'a entraîné aucun impact sur la sécurité des personnes ni sur l'environnement. Il s'agit d'un mécanisme faisant partie intégrante des systèmes de protection opérationnels qui contribuent au bon fonctionnement quotidien de la plateforme.*"

Reste que personne n'a prévenu les autorités suite à ce bruit qui a réveillé bon nombre de riverains, pourtant une obligation de l'industriel en cas d'évènement perceptible par la population. Total Energies indique présenter ses excuses "*aux riverains qui auraient pu être incommodés ou inquiétés par ce bruit et les remercions de leur compréhension.*"

- TotalEnergies

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

Passer la section

- Une réunion est organisée ce mardi 3 juin à la mairie des Damps,

paris-normandie.fr

« C’est ici que ça fuit ? ». Un vice-président de la Région en visite au lycée hôtelier de Canteleu

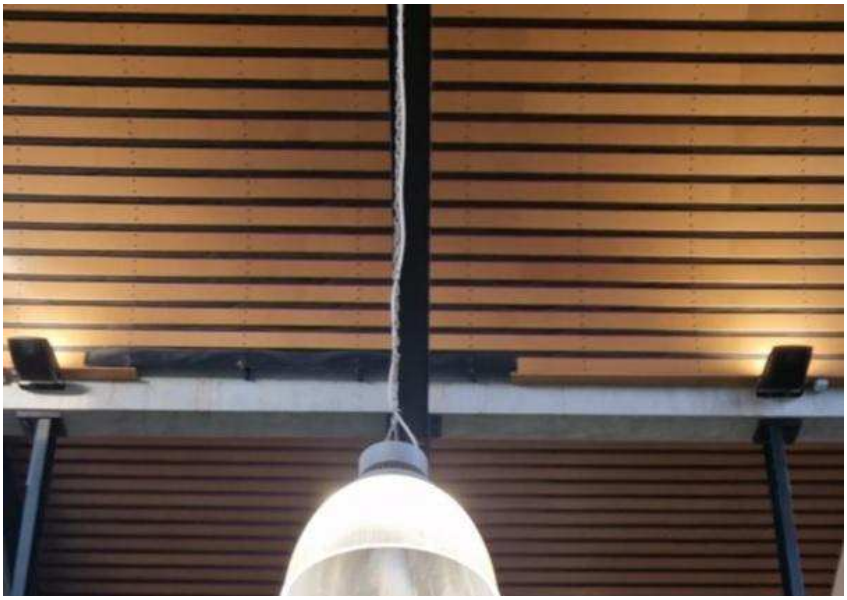
Sylvain Auffret

6–7 minutes

Bertrand Deniaud, vice-président du Conseil régional, était en visite au lycée hôtelier Georges-Baptiste, mardi 20 Janvier 2026, à Canteleu. Il a fait un point sur les travaux déjà diligentés et ceux à réaliser dans cet établissement qui prend l’eau de toutes parts.

Publié: 20 Janvier 2026 à 18h49 Temps de lecture: 2 min

Pour sa première visite au lycée hôtelier Georges-Baptiste à Canteleu, le vice-président du Conseil régional en charge des lycées et de l’éducation, depuis 2015, Bertrand Deniaud a pu constater lui-même la situation qui était remontée depuis des années par la proviseure et dénoncée par la manifestation lycéenne du 12 janvier.



Avant le bâchage des toits les jours précédents, le toit de l'allée centrale fuyait régulièrement - PN

« Ça fuit de partout »

« C'est là que ça fuit ? » demande-t-il en regardant l'une des travées du toit en forme de vagues qui couvre l'allée centrale du lycée. *« Ça fuit de partout, à chaque travée, dès qu'il y a des gouttes ça fuit »*, lui répond Marie Guguin, proviseur depuis septembre 2021. *« La conception est absurde, ça ne peut pas bien finir »*, commente pour sa part Aurélien Maillard, adjoint à la directrice générale adjointe Formation culture jeunesse sports en charge des lycées au Conseil régional. *« En novembre, décembre, on a dû fermer l'escalier* (le principal qui mène au premier étage, NDLR) », poursuit la proviseure.

La proviseure Marie Guguin montre au vice-président du Conseil régional Bertrand Deniaud le toit du réfectoire d'où il a plu une cascade d'eau le 6 janvier 2026. - PN

La visite se poursuit jusqu'au réfectoire où des canalisations se sont fissurées le 6 janvier entraînant une pluie diluvienne depuis certains endroits. Une vidéo de la cascade, mise en ligne par le collectif d'élèves « Georges-Baptiste, l'excellence en fuite » a

beaucoup tourné. *« C'était de l'eau chaude et c'est arrivé au moment du service, c'est l'image la plus spectaculaire »*.

Un défaut dans la construction

Des infiltrations très visibles sur les murs d'un restaurant d'application. - PN

Entre-temps, le vice-président a pu observer les traces de coulure d'eau, couleur rouille, sur certains murs. Voire bleu dans le bureau K102 où travaille un chef cuisinier. *« On a mis un colorant bleu pour trouver la fuite »*, explique Marie Guguin. *« Ça fait cinq ans que je suis en poste, ça fait cinq ans qu'il y a des fuites. Mais depuis le mois d'août ça s'est aggravé. L'entreprise qui s'en occupe habituellement m'a dit que ce n'était plus possible de juste les colmater »*, raconte la proviseure.

Des bâches provisoires ont été posées sur les toits de l'allée

principale et d'un des bâtiments - PN

La faute aux conditions climatiques (été plus chaud et sec, épisode de gel suivi de pluie comme après les vacances de Noël), mais surtout à la conception elle-même du bâtiment, qui date de 2004, à en croire Bernard Deniaud et ses accompagnants. *« La structure prévue personne n'a voulu la faire, c'était trop compliqué, celle qui a été réalisée était plus lourde qu'initialement prévue par l'architecte, donc une autre couverture plus légère a été posée, on n'a pas mis de zinc, qui tient 100 ans et est plus facile à changer, ce qu'on a mis est aujourd'hui plus poreux que prévu, la dégradation a été plus rapide »*,.

Déjà 300 000 euros dépensés

Et le chauffage ? *« Pour l'instant il tient »*. L'urgence étant pour le moment réglée, le remplacement de la toiture va être lancé et celle du chauffage étudiée. Une procédure qui prendra plusieurs années. En plus des sommes qu'elle a déjà investies pour l'accessibilité (750 000 euros), la mise aux normes en cours du système de sécurité incendie (650 000 euros), la Région a déjà dépensé 300 000 euros, depuis 2016, pour reprendre des fuites et environ 250 000 euros pour l'entretien classique, indique Bertrand Deniaud. Élu depuis 2015, il dit avoir visité 108 lycées sur les 141 gérés et assure que d'autres lycées, plus anciens, étaient plus dégradés.

Lire aussi

Le nouveau parc Auguste-Badin de Barentin décroche une distinction nationale : la Marianne d'or

Christophe Bouillon candidat à Barentin : « Ce serait dommage de briser l'élan »

Rouen : 7 ans et 5 ans de prison pour avoir extorqué de l'argent à des prostituées

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Canteleu (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

paris-normandie.fr

Julie Olivier, 20 ans, membre des Jeunes Agriculteurs engagée contre le Mercosur : « On veut un avenir ! »

Barbara HUET

5–6 minutes

Sur la cinquantaine d'agriculteurs eurois et seinomarins présents mardi 20 janvier 2026, à Strasbourg, les Jeunes Agriculteurs (JA) étaient largement représentés. Parmi eux, Julie Olivier, qui vient tout juste d'embrasser la profession, avec motivation et détermination.

Julie Olivier, à droite, a été embauchée en septembre dernier dans une exploitation agricole près d'Yvetot. - Paris Normandie

Par Propos recueillis par Barbara HUET

Publié: 20 Janvier 2026 à 21h13 Temps de lecture: 2 min

Julie, 20 ans, est salariée agricole dans une exploitation de vaches laitières à Etoutteville, près d'Yvetot. Elle fait partie des Jeunes Agriculteurs* (JA) de Seine-Maritime qui étaient présents, mardi 20

janvier 2026, au grand rassemblement contre le Mercosur, devant le Parlement européen, à Strasbourg. Motivée, elle milite pour assurer l'avenir de sa profession.

Qu'est-ce qui vous a donné l'envie de faire ce métier ?

« Mon père possède une exploitation. Et lorsqu'à cause des problèmes économiques, il a annoncé qu'il allait devoir se séparer des vaches laitières, je lui ai dit que j'aimerais bien reprendre la ferme et les garder. C'est compliqué, il y a régulièrement des crises du lait, mais je pense que ça vaut le coup, c'est ainsi que je me suis lancée à fond sur les vaches ! Personne d'autre n'envisageait de les conserver dans la famille, moi je ne voulais surtout pas qu'elles partent et cela m'a vraiment provoqué un déclic : c'est là que j'ai compris que je voulais faire ce métier. J'ai eu le bac, puis un BTS, au lycée agricole d'Yvetot. »

Où en êtes-vous dans votre parcours ?

« J'étais en apprentissage chez mon père pour finir ma formation en production animale. Puis, je suis partie ailleurs afin d'acquérir de l'expérience, apprendre d'autres façons de faire. Avant de m'installer, sur l'exploitation familiale, d'ici une dizaine d'années je pense. Il n'y a pas d'urgence, mon père n'est pas encore à la retraite. »

Pourquoi teniez-vous à être présente aujourd'hui, pour ce grand rassemblement à Strasbourg ?

« Pour assurer notre avenir ! Mon père avait lui-même repris la ferme de ses parents et si l'on veut continuer à exercer cette profession dans le futur, on doit la préserver. Je vois bien comment cela se passe : mon père, comme beaucoup d'agriculteurs, ne parvient pas à se dégager un salaire correct. Et moi j'aimerais réussir à m'installer et garder mes vaches. Le danger du Mercosur est très concret : si on importe les viandes et tous les autres produits étrangers et que nous, on n'arrive pas à suivre, il faudra mettre la clé sous la porte C'est, malheureusement, aussi simple que ça. »

« J'y tenais vraiment, c'était important pour moi »

Étiez-vous également à Bruxelles*, le mois dernier comme beaucoup de Normands qui sont présents aujourd'hui ?

« Non, je n'avais pas pu me libérer pour y aller. Mon patron a eu des problèmes de santé en fin d'année dernière. Là, je lui ai demandé pour avoir ma journée et il a accepté. J'y tenais vraiment, c'était important pour moi. Je suis engagée au sein des JA depuis plus de deux ans. Je me suis présentée, lors des dernières

élections des bureaux, mais je n'ai pas été élue. Peut-être dans deux ans… »

Les femmes sont bien moins représentées que les hommes dans le monde agricole, est-ce un problème selon vous ?

« Il y a tout de même davantage de femmes qu'avant. Mais ça reste encore un peu compliqué à certains moments : quand on est en étude pour trouver des stages, des apprentissages, par exemple. Je me souviens que certains patrons me disaient ‘‘on ne prend pas'', alors que plus tard, j'apprenais qu'un garçon avait été embauché. Mais ça n'a pas d'importance, ça se passe très bien avec mon patron actuel. Ce qui l'intéresse, ce sont mes compétences et rien d'autre. »

* : Le syndicat Jeunes Agriculteurs regroupe des professionnels qui ont jusqu'à 38 ans.* : Le 18 décembre 2025, plusieurs milliers d'agriculteurs, dont de nombreux Normands, étaient rassemblés à Bruxelles pour dénoncer l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur.

Lire aussi

Guillaume Malaurie, fils de l'explorateur et ethnologue dieppois, analyse la situation au Groenland

Coup de couteau mortel à Rouen : la victime tuée à cause de la couleur d'un vêtement

L'Armée choisit Renault pour un contrat d'un milliard : une aubaine pour le site Ampère à Cléon ?

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Yvetot (Seine-Maritime) Normandie

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Avec les agriculteurs de Normandie à Strasbourg : tracteurs à perte de vue et 6 000 personnes dans la rue

Barbara HUET

6–7 minutes

Environ 6 000 agriculteurs venant de toute la France et d'Europe étaient mobilisés, mardi 20 janvier 2026, devant le Parlement européen à Strasbourg, pour réaffirmer leur opposition au Mercosur. Reportage avec les représentants de l'Eure et de la Seine-Maritime.

Publié: 20 Janvier 2026 à 20h45 Temps de lecture: 1 min

Des tracteurs à perte de vue, des agriculteurs remontés et plus déterminés que jamais… Mardi 20 janvier 2026, ces hommes et femmes venant de toute la France, mais aussi d'Italie, Pologne, Hongrie, Bulgarie, Espagne, etc. se sont rassemblés devant le Parlement européen à Strasbourg, pour protester contre le Mercosur. Auparavant, ils étaient environ 6 000 à défiler dans la rue avant d'atteindre l'objectif final, en fin de matinée. Puis 1 000 tracteurs se sont garés dans le quartier, le rendant totalement impraticable en voiture. Une ambiance de festival agricole géant… Sauf que l'heure n'est pas à la fête.

Dans cette foule très dense, munie de banderoles et de panneaux arborant des formules toutes plus percutantes les unes que les autres, une cinquantaine d'Eurois et Seinomarins – des JA (Jeunes Agriculteurs) et de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) – étaient présents. Ces Normands sont partis en car, la veille au soir, et ont roulé toute la nuit pour atteindre la capitale de la région Grand Est, au petit matin. La plupart d'entre eux étaient déjà de la partie, le mois dernier à Bruxelles, pour les mêmes revendications.

« On sait produire en France ce qui arrive de

l'étranger »

« On préférerait être en train de travailler… Mais nous n'avons pas vraiment le choix : vu le contexte actuel, il faut se battre », assurent les agriculteurs normands. L'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne est au cœur des débats mais il n'y a pas que ça. Toutes les filières de la profession sont touchées et s'inquiètent pour leur avenir. *« Depuis deux-trois ans, ça devient très, très compliqué pour nous »*, explique Fabrice Moulard, céréalier à Villiers-en-Désœuvre, dans l'Eure. Une situation due aux mauvais rendements, une baisse des prix de vente et une hausse des coûts.

De leur côté, les éleveurs – comme ceux qui étaient sur le port du Havre pour contrôler la marchandise des camions frigorifiques, la semaine dernière – le répètent avec agacement : *« On sait faire, on sait produire en France tout ce qui arrive de l'étranger. »*

Dans un froid glacial, ils ont battu le pavé, pour faire pression sur le Parlement européen, à la veille d'un vote crucial. Mercredi 21 janvier 2026, en effet, – soit quatre jours après la signature de l'accord commercial entre l'Union européenne et les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) – les eurodéputés doivent se prononcer sur une éventuelle saisine de la Cour de justice de l'Union européenne. Ce qui, le cas échéant, pourrait retarder le processus de ratification de cet accord.

« Ça nous a rappelé Bruxelles »

Après de nombreux discours prononcés par tous les représentants du monde agricole européen, les manifestants ont mangé sur place, devant le Parlement. Certains se sont regroupés autour des tracteurs. La journée s'est terminée sans heurts majeurs. En fin d'après-midi, les CRS ont fait usage de gaz lacrymogène pour dissuader quelques agriculteurs de franchir la passerelle menant au bâtiment européen. *« Ça nous a rappelé Bruxelles »*, ont réagi, stoïques, des Normands situés à proximité de la scène.

Puis vers 17 h, ils ont repris le car, pour une dizaine d'heures de route. Si à l'aller, les plaisanteries fusaient sur la dernière saison de l'émission « L'amour est dans le pré », la viande servie dans les fast-foods ou encore qui serait désigné pour confectionner les sandwiches pour tout le monde, au retour, seuls des ronflements se faisait entendre.

Et maintenant ? *« Et maintenant on attend de voir ce qui va se décider demain* [mercredi 21 janvier, NDLR] *pour voir la suite des actions à mener. »* Toujours déterminés, les agriculteurs n'ont pas

dit leur dernier mot…

Lire aussi

Construire, rénover ou décorer ? Le salon de l'habitat d'Yvetot répond à tous les projets !

Christophe Bouillon candidat à Barentin : « Ce serait dommage de briser l'élan »

Julie Olivier, 20 ans, membre des Jeunes Agriculteurs engagée contre le Mercosur : « On veut un avenir ! »

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Normandie

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Yvetot

Construire, rénover ou décorer ? Le salon de l'habitat d'Yvetot répond à tous les projets !

acteurspublics.fr

Les métropoles, fers de lance de la transition écologique territoriale

Par Philippine Ramognino

11–13 minutes

En avril 2017, un décret vient acter une petite révolution pour la communauté urbaine d'Orléans. Elle obtient le Saint-Graal : le statut de métropole. À l'image de Dijon et de Tours la même année, suivies par Clermont et Metz peu après. Cette consécration, pour ces villes considérées comme "moyennes", est le fruit d'un jeu de lobbying pour accéder à un statut supposé privilégié. Mais comme le veut l'adage, un grand pouvoir implique de grandes responsabilités. Et particulièrement en matière de transition écologique.

Les effets concrets du réchauffement climatique et l'évolution de la réglementation ont ainsi abouti à des compétences élargies pour les métropoles nouvellement installées. Elles conservent leur mission emblématique de développement économique, mais doivent la concilier avec les enjeux écologiques. Les savoirs techniques, incarnés par les directions de l'eau, de l'assainissement ou de la mobilité, ont dû se transformer.
Car même si ce ne sont pas des "directions de la transition écologique" au sens strict, elles sont en première ligne des enjeux et des réglementations environnementaux.

Lire aussi : Décarbonation : de la performance à la résilience, la mutation des métropoles

Au-delà de leurs qualifications propres, les métropoles ont un atout de taille pour entraîner la transition écologique des territoires : leur influence. De fait, leur réseau, leurs infrastructures et l'ensemble des sujets dont elles ont la charge leur confèrent un rôle stratégique. Elles peuvent à la fois être source d'intense pollution comme moteur du changement, au-delà même de leur périmètre géographique et administratif. Leur poids est donc à la hauteur de leur responsabilité : considérable.

Pas de révolution

Cette influence métropolitaine est la raison pour laquelle de nombreuses villes ont souhaité acquérir ce statut à dimension internationale. D'une dizaine au départ, leur nombre a doublé ; la France en compte aujourd'hui pas moins de 22. Ce statut plébiscité est une manière, pour les grandes villes, d'exister davantage sur la scène administrative. *"En France, il existe des rivalités urbaines très fortes",* explique Pierre Allorant, politologue et historien du droit. "*Chaque grande ville a voulu être reconnue comme métropole*."

Mais pour ce président du Ceser Centre-Val de Loire, du point de vue opérationnel, il n'y aurait pas de *"révolution métropolitaine des compétences*". "*Au-delà du* soft power, *on peut se demander ce qu'elles sont venues chercher",* poursuit Pierre Allorant, qui témoigne de ce qu'il a pu observer à Orléans et à Tours, lors de leur métropolisation. "*Hormis quelques compétences obligatoires, ce sont surtout des compétences optionnelles."* Cette course à la métropolisation serait donc surtout justifiée par le prestige du statut et l'acquisition d'une force de frappe plus importante qu'une intercommunalité classique.

Une démarche proactive

Le champ de leurs responsabilités écologiques n'étant pas précisément défini dans leur statut, le fait de s'emparer véritablement de ces enjeux relève plutôt, finalement, d'une démarche proactive. *"Les métropoles doivent identifier des sujets sur lesquels elles pourront émerger en tant qu'autorités légitimes, afin d'organiser et structurer les politiques publiques à une échelle territoriale",* résume Charlotte Halpern, docteure en science politique et ex-directrice de l'Institut pour les transformations environnementales de Sciences Po Paris. Une échelle qui n'est pas celle de la région ou de la municipalité, par exemple.

"C'est assez classique en science politique", abonde Marie Dégremont, directrice des études à La Fabrique de la Cité. L'experte cite l'exemple de la construction européenne : dans les années 1990, l'Europe s'est positionnée sur le volet de l'environnement car il n'était pas préempté par les États. *"Lorsqu'un nouvel acteur veut faire sa place, il privilégie les compétences non régaliennes pour s'affirmer, évitant ainsi les terrains de confrontation directe",* poursuit la spécialiste. Cette stratégie permet aux métropoles de bâtir progressivement leur légitimité et d'accroître leur visibilité.

Lire aussi : Quand l'urgence climatique rebat les cartes du dialogue intercommunal

Certaines métropoles vont privilégier cette approche, qui a l'avantage de ne pas marcher sur les plates-bandes de personne. Mais d'autres ne vont pas hésiter à faire le choix politique de se positionner sur des sujets qui peuvent les mettre en concurrence avec l'échelon municipal ou régional. *"C'est ce qui se dessine dans un certain nombre de cas, car les métropoles construisent un agenda de décarbonation qui est transverse",* analyse Charlotte Halpern. *"Elles vont donc nécessairement inclure des compétences qui étaient plutôt organisées à d'autres échelles jusque-là*." Ces potentiels enchevêtrements ne sont pas à l'abri de générer de la compétition, voire du conflit si elles ne sont pas dans la même ligne politique que leur région ou leur département. D'autant que, politiquement, la décarbonation fait partie des sujets sur lesquels des batailles peuvent être menées.

Marge de manœuvre élargie

Mais même sans le vouloir, ces ensembles urbains sont intrinsèquement contraints de se saisir des enjeux écologiques. *"Les métropoles revendiquent être des autorités organisatrices de la transition écologique car cette dernière se retrouve partout dans l'exercice de leurs compétences propres",* illustre Jérôme Bastin, directeur général adjoint du pôle stratégie, développement, aménagement à Rennes Métropole.

Et sur l'ensemble des dossiers, leur statut offre une marge de manœuvre élargie. À titre d'exemple, Rouen était déjà une agglomération depuis de nombreuses années, mais devenir métropole aurait grandement renforcé ses moyens d'action. "*Évidemment la prise de compétence sur des sujets comme l'éclairage public, la voirie, ont permis de tendre vers une plus grande cohérence"*, illustre Charlotte Goujon, vice-présidente "transition écologique" à la métropole. *"Mais nous avons surtout gagné en capacité d'agir*."

Lire aussi : Changement climatique : les collectivités doivent repenser management et compétences

Lorsque la métropole de Bordeaux a pris la compétence "énergie" en 2016, elle s'est demandé si elle parviendrait à devenir un acteur crédible sur le territoire, et à construire un réseau solide face à des mastodontes comme Engie ou Dalkia. "*Peu habitués à faire face à des contre-pouvoirs, ils ont rapidement constaté notre capacité à contrecarrer certaines choses, grâce à notre accès immédiat à l'information*", souligne Christian Guillaume, directeur stratégie et actions énergétiques de Bordeaux Métropole. Sur d'autres sujets, les relations de la métropole sont si importantes qu'elle peut influer

sur des décisions majeures. *“Lorsqu’il s’agit de fédérer plusieurs dizaines d’acteurs, nous sommes les seuls à avoir les cartes en main”*, poursuit Christian Guillaume.

Cette dimension proactive intrinsèque aux métropoles et cette volonté de faire sa place expliquent que toutes n’ont pas les mêmes objectifs, ni les mêmes manières d’y répondre. *“L’exemple des métropoles de Dijon, Bordeaux ou Grenoble montre qu’elles ne s’emparent pas des mêmes sujets”*, pointe Charlotte Halpern. Les métropoles gèrent toutes des enjeux de transport ou de foncier, mais le degré d’intérêt pour les questions de réchauffement urbain ou de qualité de l’air peut grandement varier d’un territoire métropolitain à un autre.

Appétences diverses

Car malgré leur poids politique, administratif et financier, les métropoles ne peuvent pas mener tous les chantiers avec la même force. Certaines vont par exemple se concentrer sur l’adaptation au changement climatique et à la gestion des risques, comme la métropole de Lyon. D’autres vont davantage investir le champ de la biodiversité, comme la métropole de Dijon.

“Je ne suis pas certain qu’il y ait une compétence particulière sur laquelle la métropole soit l’échelon le plus adéquat”, abonde Glen Dissaux, vice-président de Brest Métropole en charge du plan climat. Cela va notamment dépendre de leur taille, de leur modèle, et de si la métropole correspond au bassin de vie et d’emploi, ce qui n’est pas toujours le cas. À titre d’exemple, la métropole de Lyon a intégré les prérogatives du conseil départemental et ses élus sont désignés au suffrage universel direct, ce qui lui confère un statut particulier. *“Cela a des conséquences sur nos compétences écologiques de manière générale*, explique Pierre Athanaze, vice-président en charge de l’environnement à Lyon Métropole. *On a notamment compétence sur toutes les routes*.”

Des forces de frappe différentes

Il n’existe pas, à date, d’études comparatives présentant le montant d’investissement des métropoles pour la transition écologique par rapport aux régions, aux départements ou même à l’État. Des exemples peuvent toutefois être cités : la métropole d’Aix-Marseille-Provence mentionnait un budget de 506,4 millions d’euros pour l’environnement en 2024, tandis que celui de Lyon annonçait un budget de 472,7 millions d’euros en 2025. Mais, là aussi, les montants sont difficiles à estimer précisément :

par exemple, la métropole de Rouen distinguait pour son budget 2024 le volet “Environnement” du volet “Transition énergétique”, sans compter les autres domaines qui peuvent être eux aussi, comme dit précédemment, mobilisés pour la transition écologique.

Lire aussi : Christophe Ferrari : “Les métropoles sont reconnues comme les moteurs des politiques de transition écologique”

Forcément, la force de frappe des métropoles dépend de leur taille. Les 22 métropoles ne forment pas un ensemble homogène, mais se caractérisent par leur diversité, tant en termes de démographie que de volume économique. À noter que les petites métropoles, dans la décarbonation des territoires, ne sont pas en reste. *“Tandis que les grosses ont envie d’être locomotives et ont un côté “c’est moi le champion, regardez-moi sur la scène européenne”, les plus petites ont tendance à jouer collectif”*, observe Marie Dégremont. Les métropoles de Dijon ou de Rouen, par exemple, auront plus de facilité à aller toquer chez leurs homologues ou voisins pour comprendre comment agir avec des moyens plus réduits. Cela donne parfois des modèles plus innovants car plus collaboratifs.

Un échelon privilégié

Malgré ces différences, les acteurs – internes comme externes – sont unanimes : les métropoles représentent une strate idéale pour mener la transition écologique. Non seulement car elles ont de nombreux leviers d’actions opérationnels et une certaine ingénierie, mais aussi par leur rôle structurant et leur effet d’influence majeur. Et, ce, tout en ayant un rapport privilégié aux territoires.

Lire aussi : La formation à la transition écologique bientôt généralisée à l’ensemble des agents de l’État

“Ayant toute une panoplie de compétences tout en pouvant appréhender le cadre de vie du citoyen, les métropoles sont déterminantes”, résume Jérôme Bastin. La question, selon lui, est de leur faire davantage confiance, ce qui renvoie au sujet brûlant de la nouvelle décentralisation à l’œuvre. Une légitimité d’autant plus affirmée que l’ambition climatique recule au niveau national, et que les métropoles, à l’inverse, affirment leur volonté de poursuivre, voire d’accélérer sur ces enjeux.

acteurspublics.fr

La gouvernance et les carrières des attachés d'administration de l'État en passe d'être rénovées

Par Paul Idczak

4–5 minutes

Pour la DRH de l'État, pilotée par Boris Melmoux-Eude depuis près d'un an, le dernier Conseil supérieur de la fonction publique de l'État a été l'occasion de présenter un bilan préparé depuis de nombreux mois : celui du corps interministériel à gestion ministérielle des attachés d'administration de l'État. Car ce corps de niveau A, qui compte actuellement 39 000 membres, souffre, selon un document présenté par la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) le 15 janvier dernier, à la fois d'un *"défaut d'attractivité"* sur de nombreux métiers en tension et de la concurrence *"accrue"* des contractuels.

Cette situation se justifie par plusieurs réalités mises en avant par l'administration. Tout d'abord, le tassement des grilles indiciaires a impacté les rémunérations des attachés d'administration. Ensuite, la mise en place de la réforme de la haute fonction publique a créé un "*décrochage"* des salaires des membres du corps vis-à-vis de ceux des administrateurs de l'État. La DGAFP évoque également la lenteur des passages d'échelon, qui prennent parfois plusieurs années, ainsi que l'absence, depuis 2012, de toute *"mesure catégorielle indiciaire, contrairement aux corps métiers ministériels de catégorie A"*.

Une population "*vieillissante*"

Dans son étude, la DGAFP a donc rassemblé quelques chiffres pour réaliser un état des lieux du corps à partir des dernières données disponibles, à date du 31 décembre 2023. Il en ressort, entre autres, que les effectifs des attachés, aux deux-tiers féminins, sont, sur l'ensemble de leurs trois grades, bien plus âgés qu'en 2015. Sur le premier grade, l'écart monte par exemple à 7 ans, passant de 40 à 47 ans sur la période étudiée, tandis que les attachés de troisième grade sont eux, âgés en moyenne de 56 ans, contre 50 en 2015.

Lire aussi : Fonction publique : les syndicats alertent l'exécutif sur la dégradation "continue" des rémunérations des agents

Cette population *"vieillissante"* se heurte aussi à un obstacle : si le nombre d'agents remplissant les conditions nécessaires pour être élevés au troisième grade est passé du simple au double du fait de l'élargissement des fonctions *"d'un niveau élevé de responsabilités"* et de la création *"du troisième vivier de promouvables"*, le nombre de promotions a, lui, baissé d'un tiers entre 2015 et 2023.
De 645 promus sur 4 335 promouvables en 2015, la situation a ainsi radicalement changé, avec 443 sur 8 422, huit ans plus tard. Un écart qui s'explique par *"la saturation progressive du grade contingenté"*, explique la DGAFP.

Vers la fin du contingentement du troisième grade

Pour faire évoluer la situation, la DGAFP a présenté aux syndicats ses *"réflexions en cours"* sur la gouvernance et les carrières des attachés d'administration de l'État. À commencer par une structuration *"nécessaire"* de sa gestion, qui devrait prendre la forme de la création, dans les prochains mois, d'un collège des attachés d'administration. Selon la DGAFP, il s'agira d'un *"lieu d'échange"* entre les DRH ministérielles, qui permettra de *"mieux appréhender"* les besoins RH du corps sur le recrutement, ses orientations interministérielles, et la mise en place d'une gestion RH prospective.

Lire aussi : Les dénominations des grades des administrateurs de l'État en passe d'être modifiées

En outre, la DRH de l'État compte aussi *"fluidifier"* les parcours de carrière dans le but de mieux récompenser les compétences et les responsabilités exercées par les membres du corps. Ce qui passerait par plusieurs arbitrages : le relèvement des taux de promotion au deuxième grade, fixés depuis 2015 à 7 %, ainsi que, pour le troisième grade, la suppression du contingentement à 10 % et l'assouplissement des conditions d'accès, via la fixation d'un taux de promotion. Ce qui remédierait, avance la DGAFP, au *"blocage"* des carrières et à la *"complexification"* de la gestion RH.
Une linéarisation de *"l'avancement à l'échelon spécial du troisième grade"*, actuellement contingenté à 20 % des effectifs du grade, est également sur les rails. Si le calendrier est respecté, certains de ces changements pourraient être mis en place dès l'été prochain.